

s'exposerait à une action en carence devant les tribunaux de l'ordre judiciaire et à une mise en demeure de la Commission des CE pour manquement;

Vu l'avis 41.368/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le greffier et le greffier adjoint du Conseil de la concurrence appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Art. 2. Le greffier et le greffier adjoint sont nommés parmi les titulaires d'un emploi du grade d'attaché.

Art. 3. Une allocation annuelle de 2.726,83 euros est octroyée aux fonctionnaires désignés en qualité de greffier et de greffier adjoint.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Services publics fédéraux s'applique également à cette allocation. L'allocation est rattachée à l'indice pivot 103,14.

Art. 4. L'arrêté royal du 4 octobre 2001 portant le statut des membres du secrétariat du Conseil de la concurrence est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2006.

Art. 6. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

mededingingsautoriteit in gevaar zou brengen. Deze toestand zou van aard kunnen zijn dat de aansprakelijkheid van de Staat in het geding komt. De Staat zou zich dan blootstellen aan een aansprakelijkheidsvordering voor de rechtbanken en aan een ingebrekestelling door de Commissie van de EG wegens nalaten;

Gelet op het advies 41.368/1 van de Raad van State, gegeven op 28 september 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De griffier en de adjunct-griffier van de Raad voor de Mededinging behoren tot verschillende taalrollen.

Art. 2. De griffier en de adjunct-griffier worden benoemd onder de titularissen van een betrekking van de graad van attaché.

Art. 3. Aan de ambtenaren die als griffier en adjunct-griffier werden aangeduid, wordt een jaarlijkse toelage van 2.726,83 euro toegekend.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de ambtenaren van de Federale Overheidsdiensten, geldt ook voor deze toelage. De toelage wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 4 oktober 2001 houdende het statuut van de leden van het secretariaat van de Raad voor de Mededinging wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2006.

Art. 6. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 256

[2007/200074]

6 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment ses articles D.218, D.220, D.222, D.317 et ses articles R.28, R.233, R.277 à R.292, R.299, R.300, R.302 à R.304, R.401 à R.408, R.411, R.437, R.466 à R.468;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mai 2006;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, rendu le 28 juin 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 29 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.098/2/V, rendu le 25 août 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux articles R.28, alinéa 1^{er}, R.285, alinéas 1^{er} et 2, R.288, § 2, alinéa 2, R.289, § 2, et R.290, § § 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "organismes d'épuration" sont remplacés par les termes : "organismes d'assainissement".

Aux articles R.277, § 4, alinéa 3, R.278, § 2, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 2, R.279, § 4, alinéa 6, R.280, alinéa 2, R.281, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, R.283, § 1^{er}, R.284, § 2, alinéa 2, 11^o, R.287, § 1^{er}, alinéa 3, R.288, § 2, alinéa 1^{er}, R.291, alinéa 1^{er}, R.303, alinéas 2 et 3, et R.437, 2^o, du même livre, les termes "organisme d'épuration" sont remplacés par les termes : "organisme d'assainissement".

L'article R.233, 18° et 19°, du même livre est remplacé comme suit :

« 18° "organisme d'assainissement agréé" : association de communes agréée par le Gouvernement wallon conformément aux articles D.343 et D.344;

19° "organisme d'assainissement compétent" : association de communes agréée conformément à l'article D.343 dans le ressort de laquelle est située l'agglomération ou la portion de territoire concernée;».

Art. 2. L'article R.233, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— à l'article R.233, 3°, les termes "créés par l'article 410" sont abrogés;

— à l'article R.233, 8°, les termes "l'article 217 de la partie décrétable" sont remplacés par les termes "l'article D.217";

— à l'article R.233, est inséré un 11°*bis* libellé de la manière suivante :

« "étude de zone" : étude réalisée en zone prioritaire en vue de déterminer, au regard des objectifs de qualité à atteindre si, pour la portion de territoire couverte par cette zone, le régime d'assainissement collectif serait plus adéquat, ou de déterminer quel est le système d'assainissement autonome le plus approprié »;

— à l'article R.233, le 14° est remplacé par le texte suivant « "fosse septique" : dispositif de pré-traitement par liquéfaction de l'ensemble des eaux usées domestiques, à l'exception des eaux pluviales »;

— à l'article R.233, le 17° est remplacé par le texte suivant : « "nouvelle habitation" : habitation dont le permis d'urbanisme est délivré, en première instance, ultérieurement au 20 juillet 2003 »;

— à l'article R.233, 25°, les termes "articles 298 à 303" sont remplacés par les termes "articles R.298 à R.303";

— à l'article R.233, 29°, le terme "9°" est remplacé par le terme "8°";

— l'article R.233 est complété par un 30° libellé de la manière suivante :

"zone prioritaire" : zone relevant du régime d'assainissement autonome, caractérisée par une ou des masse(s) d'eau identifiée(s) comme étant à risques ou bénéficiant d'un statut de protection particulier et sur laquelle est pratiquée une étude de zone.

Art. 3. A l'article R.277, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le régime d'assainissement collectif comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute agglomération de 2 000 EH et plus doit être équipée d'égouts et de collecteurs.

Toute agglomération de moins de 2 000 EH, répondant aux critères énoncés à l'article R. 286, § 2, doit être équipée de collecteurs au plus tard pour le 31 décembre 2012.

Les communes sont tenues d'équiper d'égouts les parties d'agglomérations susvisées et situées sur leur territoire. Pour les agglomérations de moins de 2 000 EH répondant aux critères énoncés à l'article R.286, § 2, cette obligation d'équipement doit être respectée le 31 décembre 2012 au plus tard.

Les habitations situées le long d'une voirie déjà équipée d'égouts doivent y être raccordées.

Les habitations situées le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts doivent y être raccordées pendant les travaux d'égouttage. »;

— au § 2, alinéa 1^{er}, les termes "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les termes "collège communal";

— au § 2, alinéa 3, les termes "en vertu de l'article D.220." sont insérés avant les termes "la commune";

— le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Toute nouvelle habitation doit être équipée d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux usées. Toute nouvelle habitation située le long d'une voirie non encore égouttée ou dont l'égout n'aboutit pas encore dans une station d'épuration collective, doit être équipée d'une fosse septique by-passable d'une capacité minimale de 3 000 litres ainsi que, pour les établissements du secteur de la restauration alimentaire, d'un dégraisseur d'une capacité minimale de 500 litres. Le collège communal peut, sur avis de l'organisme d'assainissement compétent, dispenser de l'obligation d'équipement d'une fosse septique lorsqu'il estime que le coût de l'équipement est disproportionné au regard de l'amélioration pour l'environnement escomptée.

En l'absence d'égouts, la fosse septique by-passable est implantée préférentiellement entre l'habitation et le futur réseau d'égouttage de manière à faciliter le raccordement ultérieur imposé conformément au § 1^{er}. Les eaux usées en sortie de la fosse septique sont évacuées par des eaux de surface ou, pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation, par un dispositif d'évacuation par infiltration par le sol.

Lors de la mise en service de la station d'épuration collective, l'évacuation des eaux usées domestiques doit se faire exclusivement par le réseau d'égouttage. La fosse septique by-passable peut rester en fonction sauf avis contraire de l'organisme d'assainissement compétent.

Les fosses septiques doivent être vidées régulièrement de leurs gadoues par un vidangeur agréé. »

Art. 4. A l'article R.278 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— au § 1^{er}, les termes "l'article 277, § 1^{er}" sont remplacés par les termes "l'article R.277";

— le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'habitation disposant d'un système d'épuration individuelle préexistant à l'obligation de raccordement peut le conserver moyennant l'obtention d'un permis d'environnement. Dans ce cas, les obligations visées à l'article R.277, § 1^{er}, ne lui sont pas applicables.

Toutefois, lorsque le système d'épuration individuelle n'est plus en mesure, en raison de sa vétusté ou d'un vice permanent, de respecter les conditions fixées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le propriétaire doit :

— soit raccorder son habitation à l'égout en déconnectant le système conformément aux dispositions de l'article R.277, §§ 2 à 4;

— soit réhabiliter le système de manière à ce qu'il réponde à nouveau aux conditions des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, mais sans raccorder l'habitation à l'égout. »;

— au § 3, le terme "paragraphe" est remplacé par le signe "§".

Art. 5. L'article R.279 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Le régime d'assainissement autonome comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute habitation ou groupe d'habitations érigé(e) après la date d'approbation ou de modification du plan communal général d'égouttage ou du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique qui l'a, pour la première fois, classée dans une zone d'assainissement autonome, ou toute habitation existante dont les aménagements, extensions ou transformations autorisés par un permis d'urbanisme ont pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants, doit être équipé(e) d'un système d'épuration individuelle, et plus précisément :

— d'une unité d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une déclaration lorsque le nombre d'EH est inférieur ou égal à 20 EH;

— d'une installation d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une déclaration lorsque le nombre d'EH se situe entre 20 et 100 EH;

— d'une station d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une demande de permis lorsque le nombre d'EH est de 100 EH et plus.

Le nombre d'EH est calculé selon les informations reprises à l'annexe I^{re} de l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

§ 2. Le Ministre détermine les zones prioritaires qui doivent faire l'objet d'une étude de zone.

La planification de ces études de zones est approuvée par le Ministre sur proposition de la S.P.G.E. après concertation avec la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau, et les organismes d'assainissement compétents.

Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de l'élaboration de l'étude de zone. La S.P.G.E. en confie la réalisation aux organismes d'assainissement agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision. Elle contient au minimum :

— un relevé de la situation existante en fonction des données physiques, scientifiques, factuelles, juridiques, et administratives disponibles;

— une analyse de la situation existante, au regard des potentialités et contraintes liées à la mise en œuvre d'un régime d'assainissement collectif, ou à la réalisation d'un système d'assainissement individuel ou groupé;

— la ou les solution(s) préconisée(s) à la suite de l'analyse effectuée;

— un rapport final reprenant la synthèse de l'ensemble des éléments décrits ci-avant et la recommandation de délais pour la réalisation des équipements s'ils sont prescrits;

— l'avis de la ou des commune(s) concernées, de l'organisme d'assainissement compétent et de la S.P.G.E.

La S.P.G.E. transmet l'étude de zone à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau.

La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau, transmet au Ministre l'étude de zone et sa proposition de décision dans les soixante jours à dater de la transmission de l'étude par l'organisme d'assainissement concerné.

Le Ministre approuve le résultat de l'étude de zone sur proposition de l'Administration dans les trente jours à dater de sa réception. Il décide selon le cas de faire procéder à la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique concerné en vue de l'inscription d'un périmètre en régime d'assainissement collectif ou de soumettre des habitations ou groupes d'habitations relevant du régime d'assainissement autonome non visées au § 1^{er} à un système d'assainissement autonome qu'il détermine et le délai de mise en conformité. Dans ce dernier cas, le Ministre transmet sa décision à l'organisme d'assainissement compétent, la S.P.G.E. et aux communes concernées. L'organisme d'assainissement compétent notifie la décision du Ministre aux propriétaires des habitations concernées dans les dix jours de sa réception.

§ 3. Sans préjudice de la compétence du Ministre visée au § 2, les communes peuvent, d'initiative ou à la demande d'une ou plusieurs personnes, soumettre, en raison d'impératifs techniques ou environnementaux, une ou plusieurs habitations, à des mesures particulières d'assainissement autonome groupé.

§ 4. Ces mesures particulières proposées par la commune sont inscrites dans un projet d'assainissement autonome groupé définissant le système d'épuration envisagé et les droits et devoirs applicables à ces habitations, accompagné d'un plan cadastral des habitations concernées. Les avis de la S.P.G.E., de l'organisme d'assainissement compétent et de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau, sont sollicités par la commune.

Ces instances remettent leur avis dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la demande d'avis. A défaut pour une instance de rendre son avis dans ce délai, il est réputé favorable.

Lorsque ces avis sont favorables, la commune approuve le projet d'assainissement groupé en tenant compte des remarques qui lui seraient formulées. Elle le communique à la S.P.G.E., à l'organisme d'assainissement compétent, et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau.

Lorsqu'un des avis de ces instances est défavorable, le dossier complet, accompagné des avis, est transmis au Ministre, qui statue et notifie sa décision dans les soixante jours à la commune, à la S.P.G.E., à l'organisme d'assainissement compétent, et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, Division de l'Eau.

§ 5. Lorsque l'assainissement autonome groupé consiste à établir un réseau de collecte vers un système unique d'épuration des eaux usées, les dispositions suivantes sont d'application :

— les eaux usées provenant des habitations sont collectées de manière privilégiée par un réseau de collecte séparatif;

— le réseau de collecte peut être de type unitaire lorsqu'il existait avant que l'assainissement autonome groupé soit d'application;

— le réseau de collecte ne pourra en aucun cas récolter quelque type d'eaux claires parasites;

— l'habitation doit être raccordée au réseau de collecte amenant les eaux à ce système d'épuration dès la mise en service de celui-ci. Dans ce cas, les obligations visées à l'article R.277, §§ 2 à 4 et, le cas échéant, la dérogation prévue à l'article R.278, § 1^{er}, sont d'application;

— dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, les nouvelles habitations sont équipées d'une fosse septique by-passable d'une capacité minimale de 3 000 litres, ainsi que, pour les établissements du secteur de la restauration alimentaire, d'un dégraisseur d'une capacité minimale de 500 litres, et pourvues de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux domestiques usées. »

Art. 6. L'article R.280 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« L'assainissement autonome groupé peut être mis en œuvre soit par la commune, soit par une ou plusieurs personnes privées ou publiques.

Lorsque l'assainissement autonome groupé est mis en œuvre par la commune ou une ou plusieurs personnes publiques, les droits et devoirs liés à l'assainissement de la zone concernée incombent à la commune, nonobstant les conventions spécifiques passées entre la commune et un organisme d'assainissement agréé.

Lorsque l'assainissement autonome groupé est mis en œuvre par une ou plusieurs personnes privées, la mise en conformité incombe au propriétaire de chacune des habitations concernées. »

Art. 7. A l'article R.281 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— au § 1^{er}, le mot "agréé" est supprimé;

— au § 2, alinéa 2, les termes "l'article 279, paragraphe 3" sont remplacés par les termes "l'article R.279, § 3";

— au § 2, alinéa 3, le terme "peut" est remplacé par le terme "doit";

— au § 2, alinéa 3, premier tiret, les termes "l'article 277, paragraphes 2, 3 et 4" sont remplacés par les termes "l'article R.277, §§ 2 à 4".

Art. 8. L'article R.282, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Le régime d'assainissement transitoire implique que toute nouvelle habitation sera équipée d'un regard de visite et d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux domestiques usées ainsi que d'une fosse septique, by-passable d'une capacité minimale de 3 000 litres ainsi que, pour les établissements du secteur de la restauration alimentaire, d'un dégraisseur d'une capacité minimale de 500 litres. L'habitation doit, le cas échéant, être raccordée à l'égout existant le long de la voirie, conformément aux dispositions de l'article R.277, §§ 2 à 4, et de l'article R.278, § 2.

Lorsque les conditions d'implantation le permettent, une zone de 10 m² est prévue entre la fosse septique et le mode d'évacuation pour le placement éventuel d'un système d'épuration individuelle. »

Art. 9. A l'article R.283 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le régime d'assainissement transitoire est précisé en régime d'assainissement collectif ou en régime d'assainissement autonome sur proposition de la S.P.G.E. en concertation de l'organisme d'assainissement compétent. »;

— le § 2 est abrogé;

— le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« La substitution du régime d'assainissement transitoire par un régime d'assainissement collectif ou autonome est subordonnée à la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique concerné visé à l'article R.288; elle est effective à l'entrée en vigueur de l'avis de révision du plan qui consacre cette substitution. »

Art. 10. A l'article R.284 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— au § 2, alinéa 2, 4^o, les termes "articles 171 à 175 de la partie décrétable" sont remplacés par les termes "articles D.171 à D.175";

— au § 2, alinéa 2, 6^o, aux premier et deuxième tirets, les termes "équivalent" sont remplacés par les termes "équivalent-habitants";

— le § 2, alinéa 2, 7^o, est remplacé par la disposition suivante :

"les périmètres dans lesquels s'applique le régime d'assainissement autonome";

— au § 2, alinéa 2, 8^o, le terme "s'appliquent" est remplacé par le terme "s'applique";

— au § 2, alinéa 2, 10^o, le terme "paragraphe" est remplacé par le signe "§";

— au § 3, alinéa 4, les termes "article 289" sont remplacés par les termes "article R.290".

Art. 11. L'article R.285 du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de l'élaboration du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, de ses modifications périodiques et ponctuelles et de ses mises à jour.

La S.P.G.E. en confie la réalisation aux organismes d'assainissement agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

L'ensemble des données découlant de la réalisation du plan et de ses modifications périodiques et ponctuelles est intégré par la S.P.G.E. dans un document cartographique coordonné dont elle a la gestion.

La S.P.G.E. met à disposition des organismes d'assainissement agréés le document cartographique coordonné, la banque de données et les applications de cartographie informatique pour le territoire qui les concerne. »

Art. 12. A l'article R.286 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— au § 1^{er}, les termes "l'avant projet" sont remplacés par les termes "l'avant-projet", les termes "articles 277 à 283" sont remplacés par les termes "articles R.277 à R.283";

— le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Il s'applique en outre aux périmètres situés dans les agglomérations dont le nombre d'EH est inférieur à 2 000, dans lesquelles une des situations suivantes se présente :

— il existe une station d'épuration collective existante ou dont le marché de construction a été adjudgé avant le 25 juillet 2003;

— septante-cinq pour cent des égouts sont existants et en bon état;

— il existe des spécificités environnementales ou techniques déterminées par une étude de zone qui justifient que l'agglomération soit soumise à ce régime d'assainissement. »;

— le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le régime d'assainissement autonome s'applique dans les zones destinées à l'urbanisation non visées au § 2 et pour lesquelles il existe des spécificités locales et notamment environnementales qui justifient que l'agglomération soit soumise à ce régime d'assainissement, et à toutes les habitations qui sont érigées en dehors des zones destinées à l'urbanisation, sauf si l'arrêté adopté conformément à l'article R.281, § 1^{er}, en dispose autrement. »

Art. 13. L'article R.288 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Périodiquement, le Ministre procède à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique s'il y a lieu. Il en confie la mission à la S.P.G.E.

La modification a trait à tout changement de régime d'assainissement.

§ 2. Les demandes de modification peuvent émaner d'une commune, d'un organisme d'assainissement agréé, être émises d'office par le Ministre ou le Gouvernement, ou d'initiative par la S.P.G.E. Elles sont adressées à la S.P.G.E.

La S.P.G.E. regroupe toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique.

La réalisation de la modification périodique intègre les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

§ 3. La S.P.G.E. confie la réalisation de chaque avant-projet de modification de plan de sous-bassin hydrographique aux organismes d'assainissement agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

§ 4. Si la modification visée au § 1^{er} fait l'objet d'une demande d'exemption d'évaluation des incidences des plans et programmes en vertu de l'article 53, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter le plan ou le programme d'une évaluation des incidences sur l'environnement. L'arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge*.

L'arrêté du Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de plan à la consultation notamment des personnes et instances suivantes :

- les communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré;
- les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés;
- les Directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne.

Les personnes et instances susvisées rendent leur avis à la S.P.G.E. dans un délai de nonante jours. A défaut d'avis de l'une de ces instances dans ce délai, l'avis de l'instance restée en défaut est réputé favorable.

Durant ce délai, les communes, assistées, éventuellement, de l'organisme d'assainissement compétent, organisent une enquête publique selon les modalités fixées à l'article 43, §§ 2 et 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Au terme du délai de consultation et après que la S.P.G.E. ait communiqué la synthèse des avis éventuels des instances consultées, le Gouvernement arrête définitivement la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

§ 5. Si la modification ne fait pas l'objet d'une demande d'exemption, ou si le Gouvernement n'accorde pas l'exemption, le Gouvernement approuve le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique concerné en même temps que le rapport sur les incidences environnementales. Le projet de modification et le rapport d'incidences sont soumis pour avis, conformément à l'article D.57, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment aux personnes et instances suivantes :

- les communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré;
- les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés;
- les Directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne.

S'il y a lieu, la S.P.G.E. prépare à l'intention du Gouvernement la déclaration environnementale visée à l'article D.60, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 6. L'arrêté du Gouvernement adoptant la modification périodique du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions modifiées.

L'arrêté, accompagné le cas échéant de la déclaration environnementale visée à l'article D.60, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et des mesures arrêtées concernant le suivi conformément à l'article 59 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est publié au *Moniteur belge*. »

Art. 14. L'article R.289 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Par exception à l'article R.288, en cas d'urgence spécialement motivée, le Gouvernement peut le cas échéant charger la S.P.G.E. de la modification ponctuelle d'un plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique indépendamment de la modification périodique.

La S.P.G.E. en confie la réalisation aux organismes d'assainissement agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

§ 2. Si la modification ponctuelle visée au § 1^{er} a fait l'objet d'une demande d'exemption d'évaluation des incidences des plans et programmes en vertu de l'article 53, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et que le Gouvernement accorde l'exemption, la procédure suivie est identique à celle visée à l'article R.288, § 4, à l'exception du délai dont disposent les personnes et instances visées à l'article R.288, § 4, alinéa 2, disposent pour rendre leur avis, qui est de quarante-cinq jours.

§ 3. Si la modification ponctuelle ne fait pas l'objet d'une demande d'exemption, ou si le Gouvernement n'accorde pas l'exemption, la modification suit une procédure identique à celle prévue l'article R.288, § 5.

§ 4. L'arrêté du Gouvernement adoptant la modification ponctuelle du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions modifiées. Il est publié au *Moniteur belge*. »

Art. 15. L'article R.290 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Concomitamment à l'adoption de la modification périodique par le Gouvernement, la S.P.G.E. procède à la mise à jour de chaque plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique. Elle le coordonne en intégrant l'ensemble des données découlant des modifications périodiques et des modifications ponctuelles pour la période concernée, dans un document cartographique coordonné et un rapport coordonné, dont elle a la gestion.

Dans les dix jours de leur publication au *Moniteur belge*, les plans adoptés, ou les plans modifiés et leur mise à jour sont envoyés par la S.P.G.E. aux communes et aux organismes d'assainissement compétents.

§ 2. Les plans et leurs mises à jour peuvent être consultés, sans frais, au siège social de la S.P.G.E., à l'administration communale pour la partie de son territoire concerné ou au siège social des organismes d'assainissement compétents.

Les plans et leurs mises à jour digitalisés peuvent, en outre, être consultés sur le site web de la S.P.G.E. <http://www.spg.e>

Les copies des plans sont délivrées sur demande écrite à la S.P.G.E. au prix coûtant de 10 euros la carte, au format A0, auxquels il faut ajouter les frais de port. »

Art. 16. A l'article R.291 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le terme "agrégé" est supprimé.

Art. 17. L'article R.292 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par le texte suivant :

« Le Comité d'experts a pour mission :

— d'examiner et d'évaluer les demandes d'agrément de renouvellement et de retrait d'agrément des systèmes d'épuration conformément aux articles R.411 à R.417;

— de soumettre au Ministre des recommandations sur les mécanismes de fonctionnement et de contrôle des systèmes d'épuration individuelle. »

Art. 18. A l'article R.298 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— au § 1^{er}, les termes "au plus tard le 31 décembre 2005" sont supprimés;

— le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« Les conditions relatives aux rejets de ces stations sont reprises à l'annexe XXIX »;

— le § 2 est complété par la disposition suivante :

« Les conditions relatives aux rejets de ces stations sont reprises à l'annexe XXX ».

Art. 19. A l'article R.299 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "au plus tard le 31 décembre 2005" sont supprimés.

Art. 20. A l'article R.300 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Les collecteurs doivent être conçus, construits et entretenus de manière à tenir compte du volume et des caractéristiques des eaux urbaines résiduaires et des objectifs environnementaux de la masse d'eau réceptrice, à prévenir les fuites et à limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges dues aux pluies d'orage. »;

— les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 21. A l'article R.302 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "articles 298 et 299" sont remplacés par les termes "articles R.298 et R.299".

Art. 22. A l'article R.303, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "articles 298 et 299" sont remplacés par les termes "articles R.298 et R.299".

Art. 23. A l'article R.396, alinéa 1^{er}, le 2^o est abrogé et le 3^o devient le 2^o.

Art. 24. L'article R.397 est abrogé.

Art. 25. A l'article R.304, § 2, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "article 305, paragraphe 1^{er}" sont remplacés par les termes "R.305, § 1^{er}".

Art. 26. A l'article R.401. du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— à l'alinéa 1^{er}, les termes "et rejetant des eaux usées domestiques" sont insérés après les termes "une habitation ou un groupe d'habitations érigées";

— à l'alinéa 1^{er}, les termes "plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique", sont remplacés par les termes "plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique";

— il est inséré un alinéa 4 libellé de la manière suivante :

« Les habitations existantes dont les aménagements, extensions ou transformations faisant l'objet d'un permis d'urbanisme ont pour effet d'augmenter la charge polluante en équivalent-habitants, sont éligibles à l'octroi de la prime. »;

— il est inséré un alinéa 5 libellé de la manière suivante :

« Le potentiel supplémentaire d'occupation lié à des travaux d'aménagement réalisés après la date d'approbation du plan qui a placé pour la première fois l'immeuble en zone réservée à l'assainissement individuel autonome n'est pas pris en compte dans le calcul de la prime. »;

— après les termes "le Ministre ne peut accorder de prime lorsque l'installation d'un système d'épuration individuelle installé", est ajoutée la disposition suivante :

« Le Ministre ne peut accorder de prime lorsque l'installation d'un système d'épuration individuelle fait l'objet d'une autre source de financement au titre de mesure de protection. »

Art. 27. A l'article R.402 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« € 500 pour les systèmes non agréés de capacité inférieure à 100 EH; ce montant est majoré d'un montant de € 75 par équivalent-habitant supplémentaire; »;

— le § 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« € 1.500 pour les systèmes non agréés et de capacité égale ou supérieure à 100 EH; ce montant est à majorer d'un montant de € 225 par équivalent-habitant supplémentaire; »;

— au § 1^{er}, est ajouté un 5^o libellé de la manière suivante :

« 5^o € 4.000 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'ils sont imposés par le Ministre suite à une étude de zone prioritaire, ou lorsqu'ils sont imposés par le permis d'urbanisme délivré pour les travaux d'aménagement, de transformation ou d'extension qui ont pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants; »;

— au § 1^{er}, est ajouté un 6^o libellé de la manière suivante :

« € 5.000 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'ils sont imposés par le Ministre à la suite d'une étude de zone prioritaire ou lorsqu'ils sont imposés par le permis d'urbanisme délivré pour les travaux d'aménagement, de transformation ou d'extension qui ont pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants et que l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, à l'exclusion du puits perdant, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement. »;

— au § 1^{er}, alinéa 2, les termes "la prime visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, est majorée d'un montant de € 75 par équivalent-habitant supplémentaire" sont abrogés;

— au § 1^{er}, alinéa 3, les termes "la prime visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, est majorée d'un montant de € 225 par équivalent-habitant supplémentaire" sont supprimés;

— au § 1^{er}, les termes "d'assainissement autonome communal" sont remplacés par les termes "d'épuration individuelle", et les termes "article 279, paragraphe 5" sont remplacés par les termes "article R. 279, § 5";

— au § 1^{er}, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« La prime visée au paragraphe 1^{er}, 5^o et 6^o, est majorée d'un montant de € 500 par équivalent-habitant supplémentaire.

La prime visée au paragraphe 1^{er}, 5^o et 6^o, est majorée d'un montant de € 625 par équivalent-habitant supplémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'épuration individuelle pour lequel des travaux spécifiques de réhabilitation ou de construction d'un réseau de collecte, dans les conditions figurant à l'article R.279, § 5, sont indispensables. »;

— au § 2, les termes "de l'unité d'épuration" sont remplacés par les termes "du système d'épuration";

— au § 3, les termes "aux paragraphes 1^{er} et 2" sont remplacés par les termes "aux §§ 1^{er} et 2";

— au § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, entre les termes "70 % du montant total" et les termes "des factures relatives aux travaux d'épuration individuelle" sont insérés les termes ", taxe sur la valeur ajoutée comprise,";

— au § 3, alinéa 1^{er}, le 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 80 % du montant total, taxe sur la valeur ajoutée comprise, des factures relatives aux travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'étude, l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration individuelle et du réseau de collecte des eaux usées domestiques et le dispositif d'évacuation des eaux épurées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise, lorsque la demande de prime est introduite par la commune ou une personne morale de droit public qui se substitue aux personnes tenues d'équiper leur(s) habitation(s) d'un système d'épuration individuelle en réalisant elle-même l'assainissement autonome groupé visé à l'article 279, §§ 3 à 5 »;

— au § 3, alinéa 1^{er}, il est inséré un 3^o libellé de la manière suivante :

« 3^o 90 % du montant total, taxe sur la valeur ajoutée comprise, des factures relatives à ces travaux lorsqu'ils sont imposés par le Ministre à la suite d'une étude de zone prioritaire, ou lorsqu'ils sont imposés par le permis d'urbanisme délivré pour les travaux d'aménagement, de transformations ou d'extension qui ont pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants. »

Art. 28. A l'article R.403, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— les termes "articles 106 à 117" sont remplacés par les termes "articles R.106 à R.117";

— les termes "zone amont" sont remplacés par les termes "zone d'amont".

Art. 29. A l'article R.404 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

— à l'alinéa 1^{er}, les termes "du C.V.A." sont insérés après les termes "du bénéfice de l'exemption";

— à l'alinéa 2, la disposition suivante est ajoutée :

« 5^o le cas échéant, une copie de la décision du Ministre visée à l'article R.279, § 2, alinéa 7, de soumettre l'habitation ou le groupe d'habitations située(s) en zone prioritaire à un système d'assainissement autonome »;

— à l'alinéa 3, a), les termes articles 304 à 307 et 386 à 389 sont remplacés par les termes "articles R.304 à R.307 et R.386 à R.389";

— à l'alinéa 3, c), après les termes "une copie du dernier avis de paiement du distributeur d'eau" sont insérés les termes : "ou un document émanant du distributeur lors de l'ouverture du compteur";

— il est inséré un alinéa 4, libellé de la manière suivante :

« Dans les quinze jours à dater du jour de la réception de la demande, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau, notifie au demandeur une attestation du caractère complet et recevable du dossier de demande, ou invite le demandeur à compléter son dossier. »

Art. 30. L'article R.408, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau se prononce sur la demande de prime dans les soixante jours à dater du jour de la notification du caractère complet et recevable du dossier de demande; toute demande de renseignements ou de documents complémentaires adressée par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau au demandeur interrompt ce délai.

§ 2. La prime est liquidée par la S.P.G.E. dans les dix jours de la décision favorable de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. La S.P.G.E. transmet copie de la liquidation de prime à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. »

Art. 31. A l'article R.411., § 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "lettre recommandée ou remise contre récépissé" sont remplacés par les termes "pli simple".

Art. 32. Les articles R.466 à R.468 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau sont abrogés.

Art. 33. Les demandes de prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Namur, le 6 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 256

[C - 2007/200074]

6. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezüglich der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere seiner Artikel D.218, D.220, D.222, D.317 und seiner Artikel R.28, R.233, R.277 bis R.292, R.299, R.300, R.302 bis R.304, R.401 bis R.408, R.411, R.437, R.466 bis R.468;

Aufgrund des am 15. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 29. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 13. Juli 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. August 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 41.098/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Artikeln R.28, Absatz 1, R.285, Absätze 1 und 2, R.288, § 2, Absatz 2, R.289, § 2 und R.290, §§ 1 und 2, Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «Vereinigungen für die Klärung» durch die Wörter «Vereinigungen für die Sanierung» ersetzt.

In den Artikeln R.277, § 4, Absatz 3, R.278, § 2, Absatz 1 und § 4, Absatz 2, R.279, § 4, Absatz 6, R.280, Absatz 2, R.281, § 1, Absatz 1, R.283, § 1, R.284, § 2, Absatz 2, 11°, R.287, § 1, Absatz 3, R.288, § 2, Absatz 1, R.291, Absatz 1, R.303, Absätze 2 und 3 und R.437, 2° desselben Buches werden die Wörter «Vereinigung für die Klärung» durch die Wörter «Vereinigung für die Sanierung» ersetzt.

Artikel R.233, 18° und 19° desselben Buches wird folgendermaßen ersetzt:

«18° «zugelassene Vereinigung für die Sanierung»: durch die Wallonische Regierung gemäß Artikel D.343 und D.344 zugelassene Gemeindevereinigung;

19° «zuständige Vereinigung für die Sanierung»: gemäß dem Artikel D.343 zugelassene Gemeindevereinigung, innerhalb deren Zuständigkeitsbereich sich die betreffende Ortschaft oder der Gebietsteil befindet;».

Art. 2 - In Artikel R.233 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in Artikel R.233, 3° die Wörter «durch den Artikel 410 eingerichtete» außer Kraft gesetzt;

— werden in Artikel R.233, 8° die Wörter «des Artikels 217 des dekretalen Teils» durch die Wörter «des Artikels D.217» ersetzt;

— wird in Artikel R.233 ein Punkt 11°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gebietsuntersuchung»: die in einem vorrangigen Gebiet durchgeführte Untersuchung, um in Anbetracht der zu erreichenden Qualitätsziele zu ermitteln, ob das kollektive Sanierungsverfahren für den von diesem Gebiet gedeckten Gebietsteil angemessener wäre oder um zu ermitteln, welches autonome Sanierungssystem am meisten geeignet ist;

— wird in Artikel R.233 Punkt 14° durch folgenden Text ersetzt: « «Faulgrube»: Vorrichtung zur Vorbehandlung des gesamten Haushaltsabwassers durch Verflüssigung, mit Ausnahme des Regenwassers»;

— wird in Artikel R.233 Punkt 17° durch folgenden Text ersetzt: «neues Wohnhaus»: Wohnhaus, für das die Städtebaugenehmigung in erster Instanz nach dem 20. Juli 2003 ausgestellt wird»;

— werden in Artikel R.233, 25° die Wörter «Artikel 298 bis 30» durch die Wörter «Artikel R.298 bis R.303» ersetzt;

— in Artikel R.233, 29° wird der Wortlaut «9°» durch den Wortlaut «8°» ersetzt;

— wird in Artikel R.233 ein Punkt 30° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«vorrangiges Gebiet»: ein unter das autonome Sanierungsverfahren fallendes Gebiet, das sich durch einen oder mehrere Wasserkörper auszeichnet, der(die) als gefährdet erkannt wird(werden) oder unter Sonderschutz steht(stehen) und in der eine Gebietsuntersuchung durchgeführt wird.

Art. 3 - In Artikel R. 277 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— wird § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Das kollektive Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jede Ortschaft von mindestens 2 000 EGW muss mit Kanalisationen und Sammelleitungen ausgestattet sein.

Jede Ortschaft von weniger als 2 000 EGW, die den in Artikel 286, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kriterien genügt, muss spätestens am 31. Dezember 2012 mit Sammelleitungen ausgestattet sein.

Die Gemeinden sind verpflichtet, die Teile der oben erwähnten Ortschaften, die sich auf ihrem Gebiet befinden, mit Kanalisationen auszustatten. Für die Ortschaften von weniger als 2 000 EGW, die den in Artikel R.286, § 2 erwähnten Kriterien genügen, muss diese Verpflichtung spätestens bis zum 31. Dezember 2012 eingehalten werden.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die bereits mit Kanalisationen ausgestattet ist, müssen an diese angeschlossen werden.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die mit Kanalisationen ausgestattet wird, müssen während der Kanalisationsarbeiten an diese Kanalisationen angeschlossen werden.

— in § 2, Absatz 1 werden die Wörter «Bürgermeister- und Schöffenkollegiums» durch die Wörter «Gemeindekollegiums» ersetzt;

— in § 2, Absatz 3 werden die Wörter «Die Gemeinde legt» durch die Wörter «Gemäß Artikel D.220 legt die Gemeinde» ersetzt;

— § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Neue Wohnhäuser müssen mit einem System versehen werden, durch das das gesamte Regenwasser vom städtischen Abwasser getrennt wird. Jedes neue Wohnhaus, das sich entlang einer Straße befindet, die noch nicht mit Kanalisationen ausgestattet ist, oder deren Kanalisationen noch nicht zu einer kollektiven Klärstation gelangen, muss mit einer umleitbaren Faulgrube von einer Mindestkapazität von 3 000 Litern, sowie für die Betriebe des Sektors Lebensmittel-Gaststättengewerbe mit einem Fettabscheider von einer Mindestkapazität von 500 Litern ausgestattet sein. Das Gemeindekollegium kann auf Gutachten der zuständigen Vereinigung für die Sanierung eine Freistellung von der Pflicht zur Ausstattung mit einer Faulgrube gewähren, wenn es der Auffassung ist, dass die Ausstattungskosten im Missverhältnis zu der erwarteten Verbesserung für die Umwelt stehen.

Falls keine Kanalisationen vorhanden sind, wird die umleitbare Faulgrube vorzugsweise derart zwischen dem Wohnhaus und dem zukünftigen Kanalisationsnetz installiert, dass der spätere, gemäß § 1 auferlegte Anschluss erleichtert wird. Das aus der Faulgrube ausfließende Abwasser wird über das Oberflächenwasser abgeführt oder, sofern es nicht durch oder kraft einer anderen Gesetzgebung verboten ist, durch eine Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung über den Boden abgeleitet.

Bei der Inbetriebnahme der kollektiven Klärstation muss die Ableitung des häuslichen Abwassers ausschließlich durch das Kanalisationsnetz erfolgen. Die umleitbare Faulgrube kann weiter in Betrieb bleiben, sofern kein gegenteiliges Gutachten seitens der zuständigen Vereinigung für die Sanierung vorliegt.

Die Faulgruben müssen regelmäßig durch einen zugelassenen Grubenentleerer von ihren Fäkalien entleert werden.».

Art. 4 - In Artikel R.278 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in § 1 die Wörter «Artikel 277, § 1» durch die Wörter «Artikel R.277» ersetzt;

— wird § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Falls das Wohnhaus vor der Anschlusspflicht bereits mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet war, so kann dieses unter Vorbehalt des Erhalts einer Umweltgenehmigung bewahrt bleiben. In diesem Fall sind die in R.277, § 1 erwähnten Verpflichtungen nicht auf dieses anwendbar.

Wenn das individuelle Klärsystem wegen Überalterung oder eines dauernden Mangels nicht im Stande ist, den kraft dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen zu genügen, muss der Eigentümer:

— entweder sein Wohnhaus an die Kanalisation anschließen, wobei das System gemäß den Bestimmungen des Artikels R.277, §§ 2 bis 4 abgeschaltet wird;

— oder das System so wiederherstellen, dass es wieder den Bestimmungen der in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung gefassten Erlasse genügt, ohne dass das Wohnhaus jedoch an die Kanalisation angeschlossen wird.

— wird in § 3 des französischen Textes das Wort «Paragraph» durch das Zeichen «§» ersetzt.

Art. 5 - Artikel R.279 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 1 - Das autonome Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jedes Wohnhaus oder jede Gruppe von Wohnhäusern, das(die) nach dem Datum der Genehmigung oder Abänderung des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans oder des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet errichtet wurde(n), durch den es(sie) zum ersten Mal in ein autonomes Sanierungsgebiet eingestuft wurde(n), oder jedes bereits bestehende Wohnhaus, dessen durch eine Städtebaugenehmigung zugelassene Einrichtungen, Erweiterungen oder baulichen Veränderungen die Erhöhung der abgeleiteten Schadstoffbelastung in Einwohnergleichwerten zur Folge hat, muss mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet sein, und zwar genauer gesagt, mit:

— einer individuellen Kläreinheit, die Gegenstand einer Erklärung sein muss, wenn die Kapazität 20 EGW nicht überschreitet;

— einer individuellen Kläranlage, die Gegenstand einer Erklärung sein muss, wenn die Kapazität zwischen 20 und 100 EGW liegt;

— einer individuellen Klärstation, die Gegenstand eines Genehmigungsantrags sein muss, wenn die Kapazität mindestens 100 EGW beträgt.

Die Anzahl EGW wird gemäß der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen berechnet.

§ 2 - Der Minister bestimmt die vorrangigen Gebiete, die Gegenstand einer Gebietsuntersuchung sein müssen.

Die Planung dieser Gebietsuntersuchungen wird auf Vorschlag der «S.P.G.E.» im Einvernehmen mit der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser, und mit den zuständigen Vereinigungen für die Sanierung vom Minister genehmigt.

Die Regierung beauftragt die «S.P.G.E.» mit der Ausarbeitung der Gebietsuntersuchung. Die «S.P.G.E.» beauftragt die betroffenen zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung mit der Durchführung dieser Sanierungspläne; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der «S.P.G.E.» Sie muss mindestens folgende Unterlagen enthalten:

— eine Bestandsaufnahme der bestehenden Lage unter Berücksichtigung der verfügbaren physikalischen, wirtschaftlichen, faktischen, juristischen und administrativen Angaben;

— eine Analyse der bestehenden Lage in Anbetracht der mit der Einsetzung eines kollektiven Sanierungsverfahrens oder mit der Einrichtung eines individuellen oder gruppierten Sanierungssystems verbundenen Möglichkeiten und Einschränkungen;

— die im Anschluss an die durchgeführte Analyse empfohlene(n) Lösung(en);

— einen Schlussbericht mit Angabe der Synthese der gesamten, oben beschriebenen Elemente, sowie der Fristempfehlung für die Einrichtung der Einrichtungen, falls diese vorgeschrieben sind;

— das Gutachten der betroffenen Gemeinde(n), der zuständigen Vereinigung für die Sanierung und der «S.P.G.E.».

Die «S.P.G.E.» übermittelt die Gebietsuntersuchung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser.

Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser, übermittelt dem Minister die Gebietsuntersuchung und ihren Beschlussvorschlag innerhalb von 60 Tagen ab der Übermittlung der Untersuchung durch die betroffene Vereinigung für die Sanierung.

Auf Vorschlag der Verwaltung genehmigt der Minister das Ergebnis der Gebietsuntersuchung innerhalb von 30 Tagen ab deren Erhalt. Je nach Fall beschließt er, den betroffenen Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet zwecks der Eintragung eines Umkreises in ein kollektives Sanierungsverfahren abändern zu lassen, oder die nicht in § 1 erwähnten, unter das autonome Sanierungsverfahren fallenden Wohnhäuser oder Gruppen von Wohnhäusern einem von ihm bestimmten autonomen Sanierungsverfahren zu unterwerfen und entscheidet über die Anpassungsfrist. Im letzteren Fall übermittelt der Minister der zuständigen Vereinigung für die Sanierung, der «S.P.G.E.» und den betroffenen Gemeinden seinen Beschluss. Die zuständige Vereinigung für die Sanierung stellt den Beschluss des Ministers innerhalb von 10 Tagen ab dessen Erhalt den Eigentümern der betroffenen Wohnhäuser zu.

§ 3 - Unbeschadet der in § 2 erwähnten Zuständigkeit des Ministers können die Gemeinden auf deren Initiative oder auf Antrag einer oder mehrerer Personen aus Gründen technischer oder umweltbezogener Erfordernisse eine oder mehrere Wohnhäuser besonderen Maßnahmen zu einer gruppierten autonomen Sanierung unterwerfen.

§ 4 - Diese von der Gemeinde vorgeschlagenen Sondermaßnahmen fügen sich in den Rahmen eines Projekts zu einer gruppierten autonomen Sanierung ein, in dem das geplante Klärsystem und die auf diese Wohnhäuser anwendbaren Rechte und Pflichten unter Befügung eines Katasterplans der betroffenen Wohnhäuser festgelegt werden. Die Gutachten der «S.P.G.E.», der zuständigen Vereinigung für die Sanierung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser werden von der Gemeinde eingeholt.

Diese Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb von 45 Tagen ab dem Antrag auf Begutachtung ab. Falls eine Instanz ihr Gutachten nicht innerhalb dieser Frist abgibt, wird es als günstig angesehen.

Sind diese Gutachten günstig, genehmigt die Gemeinde das gruppierte autonome Sanierungsprojekt unter Berücksichtigung der unter Umständen an sie gerichteten Bemerkungen. Sie teilt es der «S.P.G.E.», der zuständigen Vereinigung für die Sanierung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser, mit.

Wenn eines der Gutachten dieser Instanzen ungünstig ist, wird die gesamte Akte samt der Gutachten dem Minister übermittelt, der innerhalb von 60 Tagen einen Beschluss fasst und diesen der Gemeinde, der «S.P.G.E.», der zuständigen Vereinigung für die Sanierung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Wasser, zustellt.

§ 5 - Wenn die gruppierte autonome Sanierung darin besteht, ein Sammelnetz einzurichten, welches zu einem einzigen Abwasserklärsystem führt, sind folgende Bestimmungen anwendbar:

— das Abwasser aus den Wohnhäusern wird vorzugsweise mittels eines Trennwasserkanals gesammelt;

— ein Mischwasserkanal darf gebraucht werden, wenn dieser Kanal schon bestand, ehe das kommunale autonome Sanierungsverfahren anwendbar wurde;

— die Kanalisation darf auf keinen Fall parasitäres Sauberwasser irgendwelcher Art sammeln;

— der Anschluss des Wohnhauses an das Abwasserkanalnetz, durch welches das Abwasser diesem Klärsystem zugeführt wird, ist sofort ab der Inbetriebnahme dieses Klärsystems Pflicht. In diesem Fall sind die Verpflichtungen laut Artikel R.277, §§ 2 bis 4 und gegebenenfalls die Abweichung laut Artikel R.278, § 1 anwendbar;

— in Abwartung der Inbetriebnahme des vorgesehenen Klärsystems werden die neuen Wohnhäuser mit einer umleitbaren Faulgrube von einer Mindestkapazität von 3 000 Litern, sowie für die Betriebe des Sektors Lebensmittel-Gaststättengewerbe mit einem Fettabscheider von einer Mindestkapazität von 500 Litern ausgestattet und mit separaten Leitungen für die Sammlung des Regenwassers und des häuslichen Abwassers versehen.»

Art. 6 - Artikel R.280 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die gruppierte autonome Sanierung kann entweder von der Gemeinde oder von einer oder mehreren Personen privaten oder öffentlichen Rechts eingesetzt werden.

Wenn die gruppierte autonome Sanierung von der Gemeinde oder von einer oder mehreren Personen privaten oder öffentlichen Rechts eingesetzt wird, obliegen die Rechte und Pflichten in Zusammenhang mit der Sanierung des betroffenen Gebiets der Gemeinde, ungeachtet der zwischen der Gemeinde und einer zugelassenen Vereinigung für die Sanierung abgeschlossenen Vereinbarungen.

Wenn die gruppierte autonome Sanierung von einer oder mehreren Personen privaten oder öffentlichen Rechts eingesetzt wird, obliegt die Anpassung an die geltenden Vorschriften dem Eigentümer eines jeden der betroffenen Wohnhäuser.»

Art. 7 - In Artikel R.281 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— wird in § 1 das Wort «anerkannten» gestrichen;

— werden in § 2 die Wörter «Art. 279, § 3» durch die Wörter «Art. 279, § 3» ersetzt;

— wird in § 2, Absatz 3 das Wort «kann» durch das Wort «muss» ersetzt;

— werden in § 2, Absatz 3, Strich 1 die Wörter «Art. 277, §§ 2, 3 und 4» durch die Wörter «Art. 277, §§ 2 bis 4» ersetzt.

Art. 8 - Artikel R.282, Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Das vorläufige Sanierungsverfahren setzt voraus, dass jedes neue Wohnhaus mit einem Kontrollschacht, einem System zur Trennung des Regenwassers vom häuslichen Abwasser, einer umleitbaren Faulgrube von einer Mindestkapazität von 3 000 Litern, sowie für die Betriebe des Sektors Lebensmittel-Gaststättengewerbe mit einem Fettabscheider von einer Mindestkapazität von 500 Litern ausgestattet wird. Gemäß den Bestimmungen des Artikels R.277, §§ 2 bis 4 und des Artikels R.278, § 2 muss das Wohnhaus gegebenenfalls an die entlang der Straße bestehende Kanalisation angeschlossen werden.»

Wenn die Standortbedingungen es ermöglichen, wird eine Fläche von 10 m² zwischen der Faulgrube und dem Ableitungssystem für die eventuelle Installation eines individuellen Klärsystems vorgesehen.»

Art. 9 - In Artikel R.283 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— wird § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Das vorläufige Sanierungsverfahren wird auf Vorschlag der «S.P.G.E.» im Einvernehmen mit der zuständigen Vereinigung für die Sanierung als kollektives Sanierungsverfahren oder als autonomes Sanierungsverfahren bezeichnet.»

— wird § 2 aufgehoben;

— wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Die Ersetzung des vorläufigen Sanierungsverfahrens durch ein kollektives oder autonomes Sanierungsverfahren unterliegt der Abänderung des in Artikel R.288 erwähnten betroffenen Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; sie wird beim Inkrafttreten des Bescheids zur Revision des Plans wirksam, in dem diese Ersetzung bestätigt wird.»

Art. 10 - In Artikel R.284 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in § 2, Absatz 2, 4° die Wörter «Art. 171 bis 175 des dekretalen Teils» durch die Wörter «Art. D.171 bis D.175» ersetzt;

— wird in § 2, Absatz 2, 6°, Strich 1 und 2 des französischen Textes das Wort «équivalent» durch das Wort «équivalent-habitants» ersetzt;

— wird § 2, Absatz 2, 7° durch folgende Bestimmung ersetzt:

„die Umkreise, in denen das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist»;

— wird in § 2, Absatz 2, 8° des französischen Textes das Wort «s'appliquent» durch das Wort «s'applique» ersetzt;

— wird in § 2, Absatz 2, 10° des französischen Textes das Wort «Paragraph» durch das Zeichen «§» ersetzt;

— werden in § 3, Absatz 4 die Wörter «Art. 289» durch die Wörter «Art. R.290» ersetzt.

Art. 11 - Artikel R.285 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Regierung beauftragt die «S.P.G.E.» mit der Ausarbeitung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, mit dessen periodischen und punktuellen Abänderungen und mit dessen Aktualisierungen.

Die «S.P.G.E.» beauftragt die betroffenen zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung mit der Durchführung dieser Sanierungspläne; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der «S.P.G.E.»

Die gesamten Daten, die sich aus der Durchführung des Plans und dessen periodischen und punktuellen Abänderungen ergeben, werden von der «S.P.G.E.» in eine koordinierte kartographische Unterlage integriert, deren Verwaltung durch die «S.P.G.E.» gewährleistet wird.

Die «S.P.G.E.» stellt den zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung die koordinierte kartographische Unterlage, die Datenbank und die kartographischen EDV-Anwendungen für das Gebiet, das sie betrifft, zur Verfügung.»

Art. 12 - In Artikel R.286 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in § 1 des französischen Textes die Wörter «l'avant projet» durch die Wörter «l'avant-projet» und die Wörter «Artikel 277 bis 283» durch die Wörter «Artikel R.277 bis R.283» ersetzt;

— wird § 2, Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Es ist außerdem auf die Umkreise in den Ortschaften mit einer Anzahl von weniger als 2 000 Einwohnergleichwerten anwendbar, in denen sich eine der folgenden Situationen bietet:

— es besteht eine kollektive Klärstation oder der Auftrag für den Bau einer solchen Station ist vor dem 25. Juli 2003 vergeben worden;

— fünfundsiebzig Prozent der Abwasserkanäle bestehen bereits und sind in gutem Zustand;

— es bestehen spezifische umweltbezogene oder technische Eigenschaften, die durch eine Gebietsuntersuchung bestimmt werden, aufgrund deren man rechtfertigen kann, dass die Ortschaft diesem Sanierungsverfahren unterliegt.».

— wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Das autonome Sanierungsverfahren ist in den zur Verstädterung bestimmten Gebieten anwendbar, die nicht in § 2 gemeint sind, und für die örtliche und insbesondere umweltspezifische Eigenschaften bestehen, aufgrund deren man rechtfertigen kann, dass die Ortschaft diesem Sanierungsverfahren unterliegt, sowie auf alle Wohnhäuser, die außerhalb der zur Verstädterung bestimmten Gebiete errichtet werden, es sei denn, der gemäß Artikel R.281, § 1 verabschiedete Erlass verfügt anders darüber.».

Art. 13 - Artikel R.288 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Falls erforderlich nimmt der Minister regelmäßig die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vor. Er vertraut diese Aufgabe der «S.P.G.E.» an.

Die Abänderung bezieht sich auf jegliche Veränderung des Sanierungsverfahrens.

§ 2 - Die Abänderungsanträge können von einer Gemeinde, einer zugelassenen Vereinigung für die Sanierung ausgehen, von Amts wegen vom Minister oder der Regierung oder auf Initiative der «S.P.G.E.» gestellt werden. Sie werden an die «S.P.G.E.» gerichtet.

Die «S.P.G.E.» sammelt alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart ein, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet ausgearbeitet werden kann.

Die Ausführung der periodischen Abänderung schließt die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

§ 3 - Die «S.P.G.E.» beauftragt die betroffenen zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung mit der Durchführung eines jeden Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der «S.P.G.E.».

§ 4 - Wenn die in § 1 erwähnte Abänderung Gegenstand eines Antrags zur Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme gemäß Artikel 53, § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches ist, genehmigt die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits zur Gewährung der Befreiung gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und gibt die Gründe an, aus welchen beschlossen wurde, den Plan oder das Programm von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Erlass der Regierung wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Durch den Erlass der Regierung wird die «S.P.G.E.» beauftragt, den Planentwurf innerhalb von 30 Tagen insbesondere folgenden Personen und Instanzen zur Einsichtnahme zu unterbreiten:

— den von dem betreffenden Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden;

— den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;

— den zuständigen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die oben erwähnten Personen und Instanzen übermitteln der «S.P.G.E.» ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 90 Tagen. Gibt eine dieser Instanzen ihr Gutachten nicht innerhalb dieser Frist ab, gilt das fehlende Gutachten der Instanz als günstig.

Während dieser Frist organisieren die Gemeinden gegebenenfalls mit der Unterstützung der zuständigen Vereinigung für die Sanierung eine öffentliche Untersuchung gemäß den in Artikel 43, §§ 2 und 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe festgelegten Modalitäten.

Nach Ablauf der Befragungsfrist und nachdem die «S.P.G.E.» die Zusammenfassung der unter Umständen abgegebenen Gutachten der befragten Instanzen übermittelt hat, legt die Regierung die Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet endgültig fest.

§ 5 - Wenn die Abänderung nicht Gegenstand eines Befreiungsantrags ist oder wenn die Regierung die Befreiung nicht gewährt, genehmigt die Regierung gleichzeitig mit dem Umweltverträglichkeitsbericht den Entwurf zur Abänderung des betroffenen Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet. Der Abänderungsentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht werden gemäß Artikel D.57, § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches insbesondere folgenden Personen und Instanzen zur Begutachtung unterbreitet:

— den von dem betreffenden Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden;

— den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;

— den zuständigen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Falls erforderlich bereitet die «S.P.G.E.» für die Regierung die in Artikel D.60, § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Umwelterklärung vor.

§ 6 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der periodischen Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet wird das Datum festgelegt, an dem die abgeänderten Bestimmungen in Kraft treten.

Der Erlass wird gegebenenfalls unter Beifügung der in Artikel D.60, § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Umwelterklärung und der verabschiedeten Maßnahmen betreffend die Überwachung gemäß Artikel 59 des Buches I des Umweltgesetzbuches im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.».

Art. 14 - Artikel R.289 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 1. - In Abweichung von Artikel R.288 kann die Regierung im speziell begründeten Dringlichkeitsfall die «S.P.G.E.» mit der punktuellen Abänderung eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiets unabhängig von der periodischen Abänderung beauftragen.

Die «S.P.G.E.» beauftragt die betroffenen zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung mit der Durchführung dieser Abänderungen; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der «S.P.G.E.».

§ 2 - Wenn die in § 1 erwähnte punktuelle Abänderung Gegenstand eines Antrags zur Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme gemäß Artikel 53, § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches war und wenn die Regierung die Befreiung gewährt, wird das gleiche Verfahren wie in Artikel R.288, § 4 verfolgt, mit Ausnahme der Frist, über die die in Artikel R.288, § 4, Absatz 2 erwähnten Personen und Instanzen verfügen, um ihr Gutachten abzugeben, die sich auf 45 Tage beläuft.

§ 3 - Wenn die punktuelle Abänderung nicht Gegenstand eines Befreiungsantrags ist, oder wenn die Regierung keine Befreiung gewährt, wird für die Abänderung dasselbe Verfahren verfolgt wie in Artikel R.288, § 5 vorgesehen.

§ 4 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der punktuellen Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet wird das Datum festgelegt, an dem die abgeänderten Bestimmungen in Kraft treten. Der Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 15 - Artikel R. 290 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 1 - Die «S.P.G.E.» nimmt gleichzeitig mit der Verabschiedung der periodischen Abänderung durch die Regierung die Aktualisierung eines jeden Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet vor. Die gesamten Daten, die sich aus den periodischen und punktuellen Abänderungen für den betroffenen Zeitraum ergeben, werden von der «S.P.G.E.» in eine koordinierte kartographische Unterlage und in einen koordinierten Bericht integriert, deren Verwaltung sie gewährleistet.

Die «S.P.G.E.» sendet die verabschiedeten Pläne oder die abgeänderten Pläne und ihre Aktualisierung innerhalb von zehn Tagen nach deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* an die Gemeinden und zuständigen Vereinigungen für die Sanierung.

§ 2 - Die Pläne und deren Aktualisierungen können beim Gesellschaftssitz der «S.P.G.E.», bei der Gemeindeverwaltung für den betroffenen Teil ihres Gebiets, oder beim Gesellschaftssitz der betroffenen zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung kostenlos eingesehen werden.

Die digitalisierten Pläne und deren Aktualisierungen können außerdem auf der Webseite der «S.P.G.E.» <http://www.spge.be> eingesehen werden.

Die Abschriften der Pläne werden auf schriftliche Anfrage bei der «S.P.G.E.» ausgehändigt, und zwar zum Selbstkostenpreis von € 10 pro Karte im Format A0, zuzüglich der Versandkosten.».

Art. 16 - In Artikel R.291 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird das Wort «anerkannten» gestrichen.

Art. 17 - Artikel R.292 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Der Sachverständigenausschuss hat zur Aufgabe:

— die Anträge auf die Zulassung zur Erneuerung und auf den Zulassungsentzug der Klärsysteme gemäß den Artikeln R.411 bis R.417 zu prüfen und zu bewerten;

— dem Minister die Empfehlungen bezüglich der Betriebs- und Kontrollmechanismen der individuellen Klärsysteme zu unterbreiten.»

Art. 18 - In Artikel R.298 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in § 1 die Wörter «bis zum 31. Dezember 2005» gestrichen;

— wird § 1 durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Die Bedingungen bezüglich der Ableitungen dieser Stationen werden in der Anlage XXIX angeführt»;

— wird § 2 durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Die Bedingungen bezüglich der Ableitungen dieser Stationen werden in der Anlage XXX angeführt».

Art. 19 - In Artikel R.299 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «spätestens bis zum 31. Dezember 2005» gestrichen.

Art. 20 - In Artikel R.300 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— wird der Absatz 1 durch den folgenden Text ersetzt:

«Die Sammelkanäle müssen derart geplant, gebaut und unterhalten werden, dass das Volumen und die Eigenschaften des städtischen Abwassers und die umweltbezogenen Zielsetzungen der aufnehmenden Gewässer berücksichtigt, Undichtheiten verhindert und die sich aus den von Gewitterregen verursachten Überbelastungen ergebende Verschmutzung des aufnehmenden Wassers eingeschränkt werden.»

— werden die Absätze 2 und 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 21 - In Artikel R.302 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «Artikel 298 und 299» durch die Wörter «Artikel R.298 und R.299» ersetzt.

Art. 22 - In Artikel R.303, Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «Artikeln 298 und 299» durch die Wörter «Artikeln R.298 und R.299» ersetzt.

Art. 23 - In Artikel R.396, Absatz 1 wird der Punkt 2° außer Kraft gesetzt und wird der Punkt 3° zum Punkt 2°.

Art. 24 - Artikel R.397 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 25 - In Artikel R.304, §2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «Artikel 305, § 1» durch die Wörter «Artikel R.305, § 1» ersetzt.

Art. 26 - In Artikel R.401 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in Absatz 1 die Wörter «die häusliches Abwasser ableitet» hinter die Wörter «in einer Wohnung oder Wohngruppe» gesetzt.

— werden in Absatz 1 des französischen Textes die Wörter «plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique» durch die Wörter «plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique» ersetzt.

— wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Für die bereits bestehenden Wohnhäuser, deren Einrichtungen, Erweiterungen oder baulichen Veränderungen, die Gegenstand einer Städtebaugenehmigung sind und eine Erhöhung der Schadstoffbelastung in Einwohnereleichwerten verursachen, kann die Prämie gewährt werden.»

— wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die zusätzlichen Bewohnungsmöglichkeiten in Zusammenhang mit Einrichtungsarbeiten, die nach dem Datum der Verabschiedung des Plans durchgeführt werden, durch den das Gebäude zum ersten Mal in ein für die autonome individuelle Sanierung bestimmtes Gebiet eingestuft wurde, werden nicht in der Berechnung der Prämie berücksichtigt.»

— wird nach den Wörtern «Der Minister kann lediglich eine Prämie pro angelegtes individuelles Klärsystem gewähren» folgende Bestimmung hinzugefügt:

«Der Minister kann keine Prämie gewähren, wenn die Einrichtung eines individuellen Klärsystems Gegenstand einer anderen Finanzierungsquelle im Rahmen einer Schutzmaßnahme ist.»

Art. 27 - In Artikel R.402 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— wird § 1, Absatz 1, 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«€ 500 für die nicht zugelassenen Systeme mit einer Kapazität von weniger als 100 EGW; dieser Betrag wird um einen Betrag von € 75 pro zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht;»;

— wird § 1, 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«€ 1.500 für die nicht zugelassenen Systeme mit einer Kapazität von mindestens 100 EGW; dieser Betrag wird um einen Betrag von € 225 pro zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht;»;

— wird in § 1 ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«5° € 4.000 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme, wenn sie vom Minister infolge einer Untersuchung in einem vorrangigen Gebiet auferlegt werden oder wenn sie durch die für die Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten, die eine Erhöhung der abgeleiteten Schadstoffbelastung in Einwohnereleichwerten verursachen, ausgestellte Städtebaugenehmigung vorgeschrieben werden;»;

— wird in § 1 ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«€ 5.000 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme, wenn sie vom Minister infolge einer Untersuchung in einem vorrangigen Gebiet auferlegt werden oder wenn sie durch die für die Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten, die eine Erhöhung der abgeleiteten Schadstoffbelastung in Einwohnereleichwerten verursachen, ausgestellte Städtebaugenehmigung vorgeschrieben werden und wenn die Ableitung des geklärten Abwassers über eines der durch die in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Verfahren der Bodenversickerung, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt.»

— werden in § 1, Absatz 2 die Wörter «Die in § 1, 1° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 75 je zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht.» außer Kraft gesetzt;

— werden in § 1, Absatz 3 die Wörter «Die in § 1, 2° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 225 je zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht.» außer Kraft gesetzt;

— werden in § 1 die Wörter «der kommunalen autonomen Abwasserreinigung» durch die Wörter «der individuellen Klärung» und die Wörter «Artikel 279, § 5» durch die Wörter «Artikel R.279, § 5» ersetzt;

— werden in § 1 folgende Bestimmungen hinzugefügt:

«Die in Paragraph 1, 5° und 6° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 500 je zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht.

Die in Paragraph 1, 5° und 6° erwähnte Prämie wird im Rahmen der Einsetzung eines individuellen Klärsystems, für das spezifische Arbeiten zur Sanierung oder zum Bau eines Sammelnetzes unter der in Artikel R.279, § 5 erwähnten Bedingungen unerlässlich sind, um einen Betrag von € 625 je zusätzlichen Einwohnereleichwert erhöht.»

— wird in § 2 das Wort «Kläreinheit» durch das Wort «Klärsystem» ersetzt;

— werden in § 3 die Wörter «in den Paragraphen 1 und 2» durch die Wörter «in den §§ 1 und 2» ersetzt;

— werden in § 3, Absatz 1, 1° die Wörter «einschließlich der Mehrwertsteuer» zwischen die Wörter «70% des Gesamtbetrags» und die Wörter «der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten» gesetzt;

— wird § 3, Absatz 1, 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«80% des Gesamtbetrags, einschließlich der Mehrwertsteuer, der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten, welche die Studie, den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des individuellen Klärsystems und des Netzes für die Sammlung des Haushaltsabwassers, sowie die Vorrichtung für die Ableitung des geklärten Abwassers umfassen, wobei die Wiederinstandsetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist, wenn der Prämienantrag von der Gemeinde oder von einer juristischen Person öffentlichen Rechts eingereicht wird, die an Stelle der Personen handelt, die zur Ausrüstung ihrer Wohnung(en) mit einem individuellen Klärsystem verpflichtet sind, indem sie selbst die in Artikel 279, §§ 3 bis 5 erwähnte gruppierte autonome Sanierung vornimmt»;

— wird in § 3, Absatz 1 ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° 90% des Gesamtbetrags, einschließlich der Mehrwertsteuer, der Rechnungen für diese Arbeiten, wenn sie vom Minister infolge einer Untersuchung in einem vorrangigen Gebiet auferlegt werden oder wenn sie durch die für die Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten, die eine Erhöhung der abgeleiteten Schadstoffbelastung in Einwohnereinheiten verursachen, ausgestellte Städtebaugenehmigung vorgeschrieben werden.».

Art. 28 - In Artikel R.403, § 1, Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden die Wörter «Artikel 106 bis 117» durch die Wörter «Artikel R.106 bis R.117» ersetzt;

— werden im französischen Text die Wörter «zone amont» durch die Wörter «zone d'amont» ersetzt.

Art. 29 - In Artikel R.404 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

— werden in Absatz 1 die Wörter «vom TKAR» hinter die Wörter «Anspruch auf Befreiung» gesetzt.

— wird in Absatz 2 folgende Bestimmung hinzugefügt:

«5° gegebenenfalls eine Abschrift des in Artikel R.279, § 2, Absatz 7 erwähnten Beschlusses des Ministers, das Wohnhaus oder die Gruppe von Wohnhäusern, das(die) in einem vorrangigen Gebiet liegt(liegen), einem autonomen Sanierungssystem zu unterwerfen».

— werden in Absatz 3, a) die Wörter «Artikel 304 bis 307 und 386 bis 389» durch die Wörter «Artikel R.304 bis R.307 und R.386 bis R.389» ersetzt»;

— werden in Absatz 3, c) die Wörter «oder eine Unterlage, die vom Wasserversorger bei der Eröffnung des Zählers ausgegeben wird» hinter die Wörter «eine Abschrift des letzten, zur Identifizierung des(r) betroffenen Anschlusses(ë) bestimmten Zahlungsbescheids des Wasserversorgungsunternehmens» gesetzt;

— wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags stellt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, dem Antragsteller eine Bescheinigung zu, in der die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte bestätigt wird, oder fordert den Antragsteller auf, seine Akte zu vervollständigen.».

Art. 30 - Artikel R.408 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§1 - «Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag der Zustellung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte fasst die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, einen Beschluss über den Prämienantrag; durch jede Anfrage auf Auskunft oder zusätzliche Unterlagen seitens der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wird diese Frist unterbrochen.

§ 2 - Die Prämie wird innerhalb von zehn Tagen ab dem günstigen Beschluss der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, von der «S.P.G.E.» ausgezahlt. Die «S.P.G.E.» übermittelt der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, eine Abschrift der Auszahlung der Prämie.».

Art. 31 - In Artikel R.411, § 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter «Einschreiben oder Aushändigung gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung» durch die Wörter «einfaches Schreiben» ersetzt.

Art. 32 - Die Artikel R.466 bis R.468 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden außer Kraft gesetzt.

Art. 33 - Die Prämienanträge für die Installierung eines individuellen Klärsystems werden nach den am Tag der Einreichung geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2007 in Kraft.

Namur, den 6. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 256

[2007/200074]

6 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.218, D.220, D.222, D.317 en de artikelen R.28, R.233, R.277 tot R.292, R.299, R.300, R.302 tot R.304, R.401 tot R.408, R.411, R.437, R.466 tot R.468 ervan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 mei 2006;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Commissie van advies voor water), uitgebracht op 28 juni 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 29 juni 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 41.098/2/V, uitgebracht op 25 augustus 2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen R.28, lid 1, R.285, leden 1 en 2, R.288, § 2, lid 2, R.289, § 2, en R.290, §§ 1 en 2, lid 1, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "zuiveringsinstellingen" vervangen door de woorden "saneringsinstellingen".

In de artikelen R.277, § 4, lid 3, R.278, § 2, lid 1, en § 4, lid 2, R.279, § 4, lid 6, R.280, lid 2, R.281, § 1, lid 1, R.283, § 1, R.284, § 2, lid 2, 11°, R.287, § 1, lid 3, R.288, § 2, lid 1, R.291, lid 1, R.303, leden 2 en 3, en R.437, 2°, van hetzelfde boek worden de woorden "zuiveringsinstellingen" vervangen door de woorden "saneringsinstellingen".

Artikel R.233, 18° en 19°, van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

« 18° "erkende saneringsinstelling" : vereniging van gemeenten erkend door de Waalse regering overeenkomstig de artikelen D.343 en D.344;

19° "bevoegde saneringsinstelling" : de overeenkomstig artikel D.343 erkende vereniging van gemeenten in het ambtsgebied waarvan de betrokken agglomeratie of het betrokken deel van het grondgebied gelegen is; ».

Art. 2. Artikel R.233 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— in artikel R.233, 3°, worden de woorden "opgericht krachtens artikel 410" opgeheven;

— in artikel R.233, 8°, worden de woorden "artikel 217 van het decreetgevende deel" vervangen door de woorden "artikel D.217";

— in artikel R.233 wordt er een 11°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« "zone-onderzoek" : onderzoek dat in een prioritaire zone uitgevoerd wordt om ten opzichte van de na te streven kwaliteitsdoelstellingen te bepalen of de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het deel van het grondgebied dat onder die zone valt, het meest geschikt is dan wel te bepalen welk zelfstandig saneringssysteem het best toegepast wordt »;

— in artikel R.233 wordt 14° vervangen door volgende tekst: « "septische put" : voorziening voor de voorbehandeling van al het huishoudelijk afvalwater door vloeiabarmaking, met uitzondering van regenwater »;

— in artikel R.233 wordt 17° vervangen door volgende tekst: « "nieuwe woning" : woning waarvan de stedenbouwkundige vergunning in eerste instantie afgeleverd is na 20 juli 2003 »;

— in artikel R.233, 25°, worden de woorden "artikelen 298 tot en met 303" vervangen door de woorden "artikelen R.298 tot en met R.303";

— in artikel R.233, 29°, wordt het woord "9°" vervangen door het woord "8°";

— artikel R.233 wordt aangevuld met een 30°, luidend als volgt :

« "prioritaire zone" : zone die onder de zelfstandige saneringsregeling valt en die gekenmerkt wordt door een of meerdere waterlichamen die een risico inhouden of in aanmerking komen voor een bijzonder beschermingsstatuut en die voorwerp is van een zone-onderzoek. »

Art. 3. In artikel R.277 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— wordt § 1 vervangen door volgende bepaling :

« De gemeenschappelijke saneringsregeling houdt de hieronder vastgestelde verplichtingen in.

Elke agglomeratie met 2000 IE en meer moet uitgerust zijn met rioleringen en collectoren.

Elke agglomeratie met minder dan 2000 IE die aan de criteria, verwoord in artikel R.286, § 2, beantwoordt, moet tegen uiterlijk 31 december 2012 uitgerust zijn met collectoren.

De gemeenten voorzien bovenbedoelde agglomeratiegedeelten die op hun grondgebied gelegen zijn, van rioleringen. Voor de agglomeraties met minder dan 2000 IE die aan de criteria, verwoord in artikel R.286, § 2, beantwoorden, moet die verplichting tot het aanleggen van voorzieningen tegen uiterlijk 31 december 2012 nageleefd zijn.

De woningen gelegen langs een weg met rioleringen worden erop aangesloten.

De woningen gelegen langs een weg die van rioleringen voorzien wordt, worden er tijdens de afwateringswerken op aangesloten. »;

— in § 2, lid 1, worden de woorden "college van burgemeester en schepenen" vervangen door de woorden "gemeentecollege";

— in § 2, lid 3, worden de woorden "krachtens artikel D.220" ingevoegd tussen de woorden "bepaalt" en "de bezoldiging";

— § 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Elke nieuwe woning is uitgerust met een systeem dat regenwater en afvalwater scheidt. Elke nieuwe woning gelegen langs een weg waar nog geen riolering is aangelegd of waarvan de riolering nog niet aangesloten is op een gemeenschappelijk zuiveringsstation wordt uitgerust met een van een by-passmogelijkheid voorziene septische put met een minimumcapaciteit van 3.000 liter en, voor de zaken uit het restaurantwezen, een ontvetter met een minimumcapaciteit van 500 liter. Het gemeentecollege kan na advies van de bevoegde saneringsinstelling een vrijstelling verlenen van de verplichting tot het installeren van een septische put indien het meent dat de kostprijs voor die voorziening buiten verhouding staat tot de verbetering die ervan verwacht kan worden voor het leefmilieu.

Indien er geen rioleringen zijn, wordt de septische put met by-passmogelijkheid bij voorkeur aangelegd tussen de woning en de toekomstige riolering om de latere aansluiting, opgelegd overeenkomstig § 1, gemakkelijker te maken. Het afvalwater dat de septische put verlaat, wordt afgevoerd via het oppervlaktewater of, voor zover er geen verbod is opgelegd bij of krachtens een andere wetgeving, via een afvoersysteem via bodeminfiltratie.

Bij inbedrijfname van het gemeenschappelijke zuiveringsstation wordt het huishoudelijk afvalwater uitsluitend via de riolering afgevoerd. De septische put met by-passmogelijkheid kan in werking blijven behoudens andersluidend advies van de bevoegde saneringsinstelling.

Het slib wordt regelmatig door een erkende rioolruimer uit de septische put verwijderd. »

Art. 4. In artikel R.278 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden, in § 1, de woorden "artikel 277, § 1" vervangen door de woorden "artikel R.277";

— wordt § 2 vervangen door volgende bepaling :

« De woning die vóór de aansluitingsplicht over een individueel zuiveringssysteem beschikt, mag het behouden als er een milieuvergunning voor gekregen wordt. In dat geval zijn de in artikel R.277, § 1, bedoelde verplichtingen daarop niet van toepassing.

Als het individuele zuiveringssysteem door de verouderde staat of een voortdurend defect evenwel niet meer voldoet aan de voorwaarden bepaald krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, moet de eigenaar :

— ofwel zijn woning op de riolering aansluiten door het systeem uit te schakelen overeenkomstig de bepalingen van artikel R.277, §§ 2 tot en met 4;

— ofwel het systeem saneren zodat het opnieuw voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zonder zijn woning evenwel op de riolering aan te sluiten. »;

— in § 3 wordt, in de Franse versie, het woord "paragraphe" vervangen door het teken "§".

Art. 5. Artikel R.279 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende tekst :

« § 1. De zelfstandige saneringsregeling houdt de hieronder vastgestelde verplichtingen in.

Elke woning of groep woningen die gebouwd is na de datum van goedkeuring of wijziging van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of van het saneringsplan per onderstroomgebied waarbij de woning voor het eerst onder een zelfstandige saneringszone valt, of elke bestaande woning waarvan de inrichting, de uitbreiding of de verbouwing waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is afgeleverd, een verhoging van de geloosde vuilvracht, in inwoners-equivalenten uitgedrukt, tot gevolg heeft, moet uitgerust worden met een individueel zuiveringssysteem, en meer bepaald :

— een individuele zuiveringseenheid die het voorwerp uitmaakt van een aangifte als het aantal IE gelijk is aan 20 of minder;

— een individuele zuiveringsinstallatie die het voorwerp uitmaakt van een aangifte als het aantal IE tussen 20 en 100 ligt;

— een individueel zuiveringsstation dat het voorwerp uitmaakt van een vergunningsaanvraag als het aantal IE hoger is dan 100.

Het aantal IE wordt berekend op grond van de gegevens opgenomen in bijlage I bij het besluit van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

§ 2. De Minister bepaalt de prioritaire zones waarover een zone-onderzoek wordt uitgevoerd.

De spreiding van die zone-onderzoeken wordt door de Minister goedgekeurd op voorstel van de "S.P.G.E." na overleg met het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water, en de bevoegde zuiveringsinstellingen.

De Regering belast er de "S.P.G.E." mee, het zone-onderzoek uit te werken. De "S.P.G.E." vertrouwt er de uitvoering van toe aan de betrokken erkende saneringsinstellingen die onder verantwoordelijkheid en toezicht van eerstgenoemde handelen. Het onderzoek bevat minstens :

— een overzicht van de bestaande toestand, afhankelijk van de beschikbare natuur- en scheikundige, feitelijke, juridische en bestuurlijke gegevens;

— een analyse van de bestaande toestand ten opzichte van de potentialiteiten en drukfactoren verbonden aan de verwezenlijking van een gemeenschappelijke saneringsregeling of van een individueel of gegroepeerd saneringssysteem;

— de oplossing(en) die worden voorgesteld na het doorvoeren van de analyse;

— een eindverslag met de samenvatting van alle hierboven omschreven elementen en de aanbeveling van termijnen voor de aanleg van de uitrustingen, indien voorgeschreven;

— het advies van de betrokken gemeente(n), de bevoegde saneringsinstelling en de "S.P.G.E.".

De "S.P.G.E." maakt het zone-onderzoek over aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water.

Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water, maakt het zone-onderzoek en zijn voorstel tot beslissing binnen zestig dagen te rekenen van de doorzending van het onderzoek door de betrokken saneringsinstelling aan de Minister over.

De Minister keurt de uitslag van het zone-onderzoek goed op voorstel van het Bestuur, binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst ervan. Al naar gelang beslist hij om de wijziging van het betrokken saneringsplan per onderstroomgebied te laten doorvoeren met het oog op de opneming van een omtrek als collectieve saneringsregeling of om niet in § 1 bedoelde woningen of groepen van woningen die onder de zelfstandige saneringsregeling vallen te onderwerpen aan een zelfstandig saneringssysteem dat hij bepaalt en de termijn voor conformering. In het laatste geval maakt de Minister zijn beslissing over aan de bevoegde saneringsinstelling, de "S.P.G.E." en de betrokken gemeenten. De bevoegde saneringsinstelling geeft kennis van de beslissing van de Minister aan de eigenaars van de betrokken woningen, binnen tien dagen na ontvangst ervan.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheid van de Minister bedoeld in § 2 kunnen de gemeenten op eigen initiatief of op verzoek van één of meerdere personen één of meerdere woningen om dwingende technische of ecologische redenen onderwerpen aan bijzondere maatregelen voor een gegroepeerde zelfstandige sanering.

§ 4. Die bijzondere maatregelen, door de gemeente voorgesteld, worden opgenomen in een project voor een gegroepeerde zelfstandige sanering waarbij het in het vooruitzicht gestelde zuiveringssysteem en de rechten en plichten geldend voor die woningen worden omschreven, samen met een kadastraal plan van de betrokken woningen. De gemeente wint het advies in van de "S.P.G.E.", de bevoegde saneringsinstelling en het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water.

Die instanties brengen advies uit binnen een termijn van 45 dagen te rekenen van het verzoek om advies. Indien een instantie niet binnen die termijn haar advies uitbrengt, wordt het gunstig geacht.

Indien die adviezen gunstig zijn, keurt de gemeente het project van de gegroepeerde sanering goed en houdt ze rekening met de gemaakte opmerkingen. De gemeente maakt het over aan de "S.P.G.E.", de bevoegde saneringsinstelling en het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water.

Indien één van die adviezen ongunstig is, wordt het volledige dossier, samen met de adviezen, aan de Minister overgemaakt, die erover beslist en binnen de zestig dagen kennis geeft van zijn beslissing aan de "S.P.G.E.", de bevoegde saneringsinstelling en het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Water.

§ 5. Als de gegroepeerde zelfstandige sanering erin bestaat een opvangnetwerk op te richten waarbij het afvalwater naar een enig zuiveringssysteem wordt geloosd, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

- het afvalwater van de woningen wordt bij voorkeur door een scheidingsriolering opgevangen;
- de riolering kan unitair zijn als ze vóór de toepassing van de gemeentelijke zelfstandige saneringsregeling bestond;
- de riolering mag in geen geval helder parasietwater opvangen;
- de woning is aangesloten op het afwateringsnetwerk dat het water naar dat zuiveringssysteem afvoert zodra het in werking is. In dat geval zijn de verplichtingen bedoeld in artikel R.277, §§ 2 tot en met 4, en, in voorkomend geval, de afwijking bedoeld in artikel R.278, § 1, van toepassing;
- in afwachting van de inbedrijfstelling van het bedoelde zuiveringssysteem worden de nieuwe woningen voorzien van een septische put met bypassmogelijkheid met een minimumcapaciteit van 3.000 liter en, voor de zaken uit het restaurantwezen, met een ontvetter met een minimumcapaciteit van 500 liter en worden ze van gescheiden leidingen voorzien voor de opvang van regenwater en huishoudelijk afvalwater. »

Art. 6. Artikel R.280 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De gegroepeerde zelfstandige sanering kan ofwel door de gemeente ofwel door één of meerdere privé- of publiekrechtelijke personen doorgevoerd worden.

Indien de gegroepeerde zelfstandige sanering doorgevoerd wordt door de gemeente of één of meerdere publiekrechtelijke personen, liggen de rechten en de plichten in verband met de sanering van de betrokken zone bij de gemeente, niettegenstaande de specifieke overeenkomsten die de gemeente en een erkende saneringsinstelling sluiten.

Indien de gegroepeerde zelfstandige sanering doorgevoerd wordt door één of meerdere privérechtelijke personen, is de eigenaar van elke betrokken woning verplicht om zijn woning in overeenstemming te brengen. »

Art. 7. In artikel R.281 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

- wordt in § 1 het woord "erkende" geschrapt;
- worden in § 2, lid 2, de woorden "artikel 279, § 3" vervangen door de woorden "artikel R.279, § 3";
- wordt in § 2, lid 3, het woord "kan" vervangen door het woord "moet";
- worden in § 2, lid 3, eerste streepje, de woorden "artikel 277, §§ 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "artikel R.277, § 2 tot en met 4".

Art. 8. Artikel R.282, lid 1, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De voorlopige saneringsregeling houdt in dat elke nieuwe woning uitgerust wordt met een mangat en een systeem dat alle regenwater van het huishoudelijk afvalwater scheidt, alsmede met een septische put met bypassmogelijkheid met een minimumcapaciteit van 3.000 liter en, voor de zaken uit het restaurantwezen, een ontvetter met een minimumcapaciteit van 500 liter. De woning moet, in voorkomend geval, aangesloten worden op de bestaande riolering langs de weg, overeenkomstig de bepalingen van artikel R.277, §§ 2 tot en met 4, en artikel R.278, § 2.

Indien mogelijk wordt een zone van 10 m² vrijgehouden tussen de septische put en het afvoersysteem om eventueel een individueel zuiveringssysteem aan te leggen. »

Art. 9. In artikel R.283 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

- wordt § 1 vervangen door volgende bepaling :
- « op voorstel van de "S.P.G.E." in overleg met de bevoegde saneringsinstelling wordt bepaald of de voorlopige saneringsregeling als een gemeenschappelijke dan wel zelfstandige saneringsregeling aangelegd wordt »;
- wordt § 2 opgeheven;
- wordt § 3 vervangen door volgende bepaling :

« De vervanging van de voorlopige saneringsregeling door een gemeenschappelijke dan wel zelfstandige saneringsregeling wordt ondergeschikt gemaakt aan de wijziging van het saneringsplan per betrokken onderstroomgebied bedoeld in artikel R.288; die vervanging wordt effectief bij de inwerkingtreding van het advies tot herziening van het plan waarbij die vervanging bevestigd wordt. »

Art. 10. In artikel R.284 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

- worden in § 2, lid 2, 4°, de woorden "artikelen 171 tot en met 175 van het decreetgevende deel" vervangen door de woorden "artikelen D.171 tot en met D.175";
- wordt, in § 2, lid 2, 6°, in het eerste en het tweede streepje, in de Franse versie, het woord "équivalent" vervangen door de woorden "équivalent-habitants";
- wordt § 2, lid 2, 7°, vervangen door volgende bepaling :
- « de omtrekken waarin de zelfstandige saneringsregeling van toepassing is »;
- wordt in § 2, lid 2, 8°, in de Franse versie, het woord "s'appliquent" vervangen door het woord "s'applique";
- wordt, in § 2, in de Franse versie, het woord "paragraphe" vervangen door het teken "§";
- worden, in § 3, lid 4, de woorden "artikel 289" vervangen door de woorden "artikel R.290".

Art. 11. Artikel R.285 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De Regering belast er de "S.P.G.E." mee, het saneringsplan per onderstroomgebied uit te werken, het periodiek en gericht te wijzigen en het bij te houden.

De "S.P.G.E." vertrouwt er de uitvoering van toe aan de betrokken erkende saneringsinstellingen die onder verantwoordelijkheid en toezicht van eerstgenoemde handelen.

Alle gegevens die voortvloeien uit de verwezenlijking van het plan en de periodieke en gerichte wijzigingen ervan worden door de "S.P.G.E." in een gecoördineerd cartografisch document dat onder haar beheer staat, vastgelegd.

De "S.P.G.E." stelt het gecoördineerde cartografische document, de gegevensbank en de elektronische kaart-documenten ter beschikking van de erkende saneringsinstellingen voor het desbetreffende grondgebied. »

Art. 12. In artikel R.286 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden in § 1, enkel in de Franse versie, de woorden "l'avant projet" vervangen door de woorden "l'avant-projet" en worden de woorden "artikelen 277 tot en met 283" vervangen door de woorden "artikelen R.277 tot en met R.283";

— wordt § 2, lid 2, vervangen door volgende bepaling :

"Ze is ook van toepassing op de agglomeraties met minder dan 2000 IE voor zover :

— ze beschikken over een bestaand gemeenschappelijk zuiveringsstation of over een station waarvan de bouwopdracht vóór 25 juli 2003 is toegewezen;

— vijfenzeventig percent van de rioleringen al bestaan en in goede staat zijn;

— er specifieke leefmilieu- of technische kenmerken bestaan bepaald door een zone-onderzoek die verantwoord dat de agglomeratie aan die saneringsregeling wordt onderworpen. »;

— § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« De zelfstandige saneringsregeling geldt in de voor bebouwing bestemde gebieden die niet bedoeld zijn in § 2 en waarvoor er specifieke lokale en, meer bepaald, leefmilieukenmerken bestaan die het feit verantwoord dat de agglomeratie onderworpen wordt aan die saneringsregeling en voor alle woningen die opgetrokken worden buiten de voor bebouwing bestemde gebieden, behalve als het besluit, aangenomen overeenkomstig artikel R.281, § 1, er anders over beslist. »

Art. 13. Artikel R.288 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Regelmatig worden de saneringsplannen per onderstroomgebied indien nodig door de Minister gewijzigd. Die opdracht vertrouwt hij toe aan de "S.P.G.E.". »

De wijziging houdt verband met elke wijziging in de saneringsregeling.

§ 2. De aanvragen tot wijziging kunnen uitgaan van een gemeente, een erkende saneringsinstelling of van rechtswege van de Minister of de Regering, of van de "S.P.G.E." op eigen initiatief. Ze worden gericht aan de "S.P.G.E.". »

De "S.P.G.E." verzamelt alle aanvragen die ze tijdens de afgelopen periode gekregen heeft zodat ze één enkel wijzigingsvoorontwerp kan verrichten per saneringsplan per onderstroomgebied.

De uitvoering van de periodieke wijziging bevat de noodzakelijke aanpassingen van de plannen in functie van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, meer bepaald wat betreft de aanleg van netten van collectoren en rioleringen in de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

§ 3. De « S.P.G.E. » vertrouwt de uitvoering van elk voorontwerp tot wijziging van plannen per onderstroomgebied toe aan de betrokken erkende saneringsinstellingen die onder verantwoordelijkheid en toezicht van eerstgenoemde handelen.

§ 4. Als de wijziging bedoeld in § 1 het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om de plannen en programma's krachtens artikel 53, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek van de milieueffectbeoordeling vrij te stellen, keurt de Regering, als ze beslist om de vrijstelling toe te kennen, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied goed en maakt tegelijk melding van de redenen waarom beslist is om het plan of het programma vrij te stellen van milieueffectbeoordeling. Het regeringsbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het regeringsbesluit belast de "S.P.G.E." ermee, het ontwerp-plan binnen dertig dagen ter raadpleging voor te leggen aan, meer bepaald, volgende personen en instanties :

— de gemeenten die betrokken zijn bij het onderstroomgebied waarvan sprake;

— de betrokken houders van tot drinkwater verwerkbaar waterwinningen;

— de bevoegde Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Bovenbedoelde personen en instanties brengen binnen een termijn van negentig dagen advies uit aan de "S.P.G.E.". Als een instantie geen advies uitbrengt binnen de opgelegde termijn, wordt het advies van de in gebreke gebleven instantie gunstig geacht.

Tijdens die termijn houden de gemeenten, eventueel bijgestaan door de bevoegde saneringsinstelling, een openbaar onderzoek op de wijze bepaald in artikel 43, §§ 2 en 3, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Na afloop van de termijn voor de raadpleging en nadat de "S.P.G.E." de samenvatting van de eventuele adviezen van de geraadpleegde instanties heeft medegedeeld, wordt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied definitief door de Regering bepaald.

§ 5. Als er geen aanvraag tot vrijstelling is ingediend voor de wijziging of als de Regering de vrijstelling niet toestaat, keurt laatstgenoemde de ontwerp-wijziging van het betrokken saneringsplan per onderstroomgebied goed, samen met het milieueffectverslag. De ontwerp-wijziging en het milieueffectverslag worden overeenkomstig artikel D.57, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek aan het advies voorgelegd van meer bepaald volgende personen en instanties :

— de gemeenten die betrokken zijn bij het onderstroomgebied waarvan sprake;

— de betrokken houders van de tot drinkwater verwerkbaar waterwinningen;

— de bevoegde Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Indien nodig bereidt de "S.P.G.E." de milieuverklaring bedoeld in artikel D.60, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek ten behoeve van de Regering voor.

§ 6. Het regeringsbesluit waarbij de periodieke wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied aangenomen wordt, stelt de datum vast voor de inwerkingtreding van de gewijzigde bepalingen.

Het besluit wordt, in voorkomend geval, samen met de milieuverklaring bedoeld in artikel D.60, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek en de maatregelen betreffende de opvolging overeenkomstig artikel 59 van Boek I van het Milieuwetboek in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 14. Artikel R.289 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende tekst :

« § 1. Bij wijze van uitzondering op artikel R.288 kan de Regering, wanneer de noodzakelijke hoogdringendheid bijzonder gemotiveerd is, de "S.P.G.E." in voorkomend geval ermee belasten, een gerichte wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied los van de periodieke wijziging door te voeren.

De "S.P.G.E." vertrouwt er de uitvoering van toe aan de betrokken erkende zuiveringsinstellingen die onder verantwoordelijkheid en toezicht van eerstgenoemde handelen.

§ 2. Als de gerichte wijziging bedoeld in § 1 het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag om vrijgesteld te worden van een milieueffectbeoordeling van de plannen en programma's krachtens artikel 53, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek en als de Regering de vrijstelling toestaat, is de gevolgde procedure identiek met de procedure bedoeld in artikel R.288, § 4, met uitzondering van de termijn van 45 dagen waarover de personen en instanties bedoeld in artikel R.288, § 4, lid 2, beschikken om advies uit te brengen.

§ 3. Als er geen vrijstellingsaanvraag ingediend wordt voor de gerichte wijziging of als de Regering de vrijstelling niet toestaat, volgt de wijziging een procedure die identiek is met die bepaald in artikel R.288, § 5.

§ 4. Het regeringsbesluit waarbij de gerichte wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied aangenomen wordt, stelt de datum vast voor de inwerkingtreding van de gewijzigde bepalingen. Het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

Art. 15. Artikel R.290 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende tekst :

« § 1. Terwijl de Regering de periodieke wijziging aanneemt, verzorgt de "S.P.G.E." de bijwerking van elk saneringsplan per onderstroomgebied. Dat plan wordt door haar gecoördineerd door alle gegevens die voortvloeien uit de periodieke en de gerichte wijzigingen voor de betrokken periode op te nemen in een gecoördineerd cartografisch document en een gecoördineerd verslag dat onder haar beheer staat.

Binnen de tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* worden de aangenomen plannen, of de gewijzigde plannen, en de bijwerking ervan door de "S.P.G.E." naar de gemeenten en de bevoegde saneringsinstellingen gezonden.

§ 2. Van de plannen en de bijwerkingen ervan wordt kosteloze inzage verleend op de maatschappelijke zetel van de "S.P.G.E.", op het gemeentebestuur voor wat het deel aanbelangt dat op het betrokken grondgebied gelegen is of op de maatschappelijke zetel van de bevoegde saneringsinstellingen.

De plannen en de numeriek doorgevoerde bijwerkingen ervan kunnen daarnaast geraadpleegd worden op de website van de "S.P.G.E.", <http://www.spge.be>

De afschriften van de plannen worden op schriftelijk verzoek, ingediend bij de "S.P.G.E.", afgeleverd tegen de kostprijs van 10 euro per kaart, op formaat A0, waarbij de verzendkosten gerekend moeten worden. »

Art. 16. In artikel R.291 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het woord "erkende" geschrapt.

Art. 17. Artikel R.292 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende tekst :

« De opdracht van het comité van deskundigen bestaat erin :

— de aanvragen tot erkenning, verlenging en intrekking van de erkenning van de zuiveringssystemen overeenkomstig de artikelen R.411 tot en met R.417 te onderzoeken en te beoordelen;

— de Minister aanbevelingen te doen over de werkings- en controlemechanismen inzake de individuele zuiveringssystemen. »

Art. 18. In artikel 298 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden in § 1 de bewoordingen "tegen uiterlijk 31 december 2005" geschrapt;

— wordt § 1 aangevuld met volgende bepaling :

« De voorwaarden met betrekking tot de lozings van die stations zijn opgenomen in bijlage XXIX. »;

— wordt § 2 aangevuld met volgende bepaling :

« De voorwaarden met betrekking tot de lozings van die stations zijn opgenomen in bijlage XXX. »

Art. 19. In artikel R.299 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de bewoordingen "tegen uiterlijk 31 december 2005" geschrapt.

Art. 20. In artikel R.300 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— wordt lid 1 vervangen door volgende tekst :

« De collectoren worden zo ontworpen, gebouwd en onderhouden dat er rekening gehouden wordt met het volume en de kenmerken van het stedelijk afvalwater en de milieudoelstellingen voor het ontvangende waterlichaam, de lekken te voorkomen en de vervuiling van het ontvangende water door overbelasting wegens onweersbuien te beperken. »;

— worden leden 2 en 3 opgeheven.

Art. 21. In artikel R.302 van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "artikelen 298 en 299" vervangen door de woorden "artikelen R.298 en R.299."

Art. 22. In artikel R.303, lid 1, van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "artikelen 298 en 299" vervangen door de woorden "artikelen R.298 en R.299."

Art. 23. In artikel R.396, lid 1, wordt nr. 2° opgeheven en nr. 3° wordt nr. 2°.

Art. 24. Artikel R.397 wordt opgeheven.

Art. 25. In artikel R.304, § 2, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "artikel 305, § 1" vervangen door de woorden "artikel R.305, § 1".

Art. 26. In artikel R.401 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden in lid 1 de woorden "en huishoudelijk afvalwater lozen" ingevoegd na de woorden "in een woning of een groep woningen die opgetrokken zijn";

— worden in lid 1, in de Franse versie, de woorden "plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique" vervangen door de woorden "plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique";

— wordt er een lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« De bestaande woningen waarvan de inrichting, de uitbreiding of de verbouwing waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is afgeleverd een verhoging van de vuilvracht in equivalent-inwoners tot gevolg hebben, komen in aanmerking voor toekenning van de premie. »;

— wordt er een lid 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Met de bijkomende bewoningsmogelijkheden die totstandkomen door het uitvoeren van inrichtingswerkzaamheden na de datum van goedkeuring van het plan dat het pand voor het eerst in een gebied ondergebracht heeft waarvoor een zelfstandige individuele sanering geldt, wordt bij de berekening van de premie geen rekening gehouden. »;

— wordt na de bewoordingen "De Minister kan slechts één enkele premie per geïnstalleerd individueel waterzuiveringssysteem toekennen." volgende bepaling toegevoegd :

« De Minister kan geen premie toekennen wanneer er een andere financieringsbron als beschermingsmaatregel geldt bij de installatie van een individueel zuiveringssysteem. »

Art. 27. In artikel R.402 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— wordt § 1, lid 1, 1^o, vervangen door volgende bepaling :

« 500 euro voor de niet-erkende systemen met een lagere capaciteit dan 100 EI; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 75 euro per bijkomende equivalent-inwoner; »;

— wordt § 1, 2^o, vervangen door volgende bepaling :

« 1.500 euro voor de niet-erkende systemen met een capaciteit gelijk aan of hoger dan 100 EI; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 225 euro per bijkomende equivalent-inwoner; »;

— wordt er in § 1 een 5^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 5^o 4.000 euro voor de systemen erkend krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk wanneer ze door de Minister opgelegd worden na een prioritair zone-onderzoek of wanneer ze opgelegd worden bij de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor inrichtingswerkzaamheden, verbouwingen of uitbreidingen die een verhoging van de geloosde vuilvracht in equivalent-inwoners tot gevolg hebben; »;

— wordt er in § 1 een 6^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 5.000 euro voor de systemen erkend krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk wanneer ze opgelegd zijn door de Minister ten gevolge van een prioritair zone-onderzoek of wanneer ze opgelegd zijn bij de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor inrichtingswerkzaamheden, verbouwingen of uitbreidingen die een verhoging van de geloosde vuilvracht in equivalent-inwoners tot gevolg hebben en de afvoer van het gezuiverde water via één van de wijzen van bodeminfiltratie, toegelaten bij de besluiten getroffen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gebeurt behalve via zinkputten. »;

— worden in § 1, lid 2, de bewoordingen "De premie bedoeld in § 1, 1^o, wordt vermeerderd met een bedrag van 75 euro per bijkomende equivalent-inwoner." opgeheven;

— worden in § 1, lid 3, de bewoordingen "De premie bedoeld in § 1, 2^o, wordt vermeerderd met een bedrag van 225 euro per bijkomende equivalent-inwoner." geschrapt;

— worden in § 1 de woorden "gemeentelijk zelfstandig saneringssysteem" vervangen door de woorden "individueel zuiveringssysteem" en de woorden "artikel 279, § 5" door de woorden "artikel R.279, § 5";

— worden in § 1 volgende bepalingen toegevoegd :

« De premie bedoeld in § 1, 5^o en 6^o, wordt vermeerderd met een bedrag van 500 euro per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 5^o en 6^o, wordt vermeerderd met een bedrag van 625 euro per bijkomende equivalent-inwoner in het kader van de uitvoering van een individueel zuiveringssysteem waarvoor specifieke werkzaamheden voor het herstel of de aanleg van een opvangnetwerk in de voorwaarden opgenomen in artikel R.279, § 5, onontbeerlijk zijn. »;

— wordt, in § 2, het woord "zuiveringseenheid" vervangen door het woord "zuiveringssysteem";

— worden in § 3, in de Franse versie, de woorden "aux paragraphes 1^{er} et 2" vervangen door de woorden "aux §§ 1^{er} et 2";

— worden in § 3, lid 1, 1^o, de woorden ", belasting over de toegevoegde waarde meegerekend," ingevoegd tussen de woorden "70 % van het totaalbedrag van de facturen" en de woorden "met betrekking tot de individuele zuiveringswerken";

— wordt in § 3, lid 1, het nr. 2^o vervangen door volgende bepaling :

« 80 % van het totaalbedrag, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, van de facturen voor de individuele zuiveringswerken die het onderzoek, de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het individuele zuiveringssysteem en het opvangnetwerk voor huishoudelijk afvalwater en de afvoerregeling van het gezuiverde water bevatten, waarbij het herstel van de plaats in zijn oorspronkelijke toestand niet inbegrepen is, wanneer de premie-aanvraag door de gemeente of een publiekrechtelijk rechtspersoon is ingediend die de plaats inneemt van de personen die hun woning(en) dienen uit te rusten met een individueel zuiveringssysteem en daarbij zelf de gegroepede zelfstandige sanering bedoeld in artikel 279, §§ 3 tot en met 5, uitvoert. »;

— wordt in § 3, lid 1, een 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« 3^o 90 % van het totaalbedrag, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, van de facturen voor de werken wanneer ze opgelegd zijn door de Minister ten gevolge van een prioritair zone-onderzoek of wanneer ze opgelegd zijn bij de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor inrichtingswerkzaamheden, verbouwingen of uitbreidingen die een verhoging van de geloosde vuilvracht in equivalent-inwoners tot gevolg hebben. »

Art. 28. In artikel R.403, § 1, lid 1, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden de woorden "artikelen 106 tot en met 117" vervangen door de woorden "artikelen R.106 tot en met R.117";

— worden, in de Franse versie, de woorden "zone amont" vervangen door de woorden "zone d'amont".

Art. 29. In artikel R.404 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt :

— worden in lid 1 de woorden "van de reële kostprijs van de sanering" ingevoegd na de woorden "het voordeel van de vrijstelling";

— wordt in lid 2 volgende bepaling toegevoegd :

« 5^o in voorkomend geval, een afschrift van de beslissing van de Minister bedoeld in artikel R.279, § 2, lid 7, om de woning of de groep woningen gelegen in een prioritaire zone te onderwerpen aan een zelfstandig saneringssysteem. »;

— worden in lid 3, a), de woorden "artikelen 304 tot en met 307 en 386 tot en met 389" vervangen door de woorden "artikelen R.304 tot en met R.307 en R.386 tot en met R.389";

— worden in lid 3, c), na de woorden "een afschrift van het meest recente betalingsbericht van de de drinkwaterverdelers", de woorden ingevoegd : "of een document van de verdelers bij het openen van de meter";

— wordt er een lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag geeft het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, kennis aan de aanvrager van een attest over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier of verzoekt de aanvrager erom dat laatstgenoemde zijn dossier aanvult. »

Art. 30. Artikel R.408 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, spreekt zich uit over de premie-aanvraag binnen de zestig dagen te rekenen van de dag van kennisgeving van de volledigheid en de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier; elk verzoek om inlichtingen of om aanvullende stukken dat het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, aan de aanvrager richt, onderbreekt die termijn.

§ 2. De premie wordt uitbetaald door de "S.P.G.E." binnen de tien dagen na de gunstige beslissing van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water. De "S.P.G.E." maakt een afschrift van de uitbetaling van de premie over aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water. »

Art. 31. In artikel R.411, § 1, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "bij aangetekend schrijven aan het secretariaat van het Comité gericht of tegen ontvangstbewijs overgemaakt" vervangen door de woorden "bij eenvoudig schrijven aan het secretariaat van het Comité gericht".

Art. 32. De artikelen R.466 tot en met R.468 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden opgeheven.

Art. 33. De aanvragen voor een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem worden behandeld volgens de regels die in werking zijn de dag van indiening van de aanvraag.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

Namen, 6 december 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 257

[C — 2006/31003]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les quotas de certificats verts pour l'année 2007 et suivantes pris en application de l'article 28, § 2, troisième alinéa, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 28, § 2, troisième alinéa;

Vu l'avis SR-20061122-50 du Service Régulation de l'IBGE du 22 novembre 2006;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, des Primes à la Rénovation et des Espaces verts;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le quota est de :

2,5 % pour l'année 2007.

Art. 2. Les prochains quotas seront fixés au plus tard le 30 septembre 2007.

Art. 3. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a l'Energie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, des Primes à la Rénovation et des Espaces verts,

Mme E. HUYTEBROECK

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 257

[C — 2006/31003]

21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van de quota voor groenstroomcertificaten voor het jaar 2007 en de volgende genomen in toepassing van artikel 28, § 2, derde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 28, § 2, derde lid;

Gelet op het advies DR-20061122-50 van de Dienst Regelgeving van het BIM van 22 november 2006;

Op voorstel van de Minister belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Renovatiepremies en Groenvoorzieningen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De quota zijn :

2,5 % voor het jaar 2007.

Art. 2. De volgende quota zullen uiterlijk op 30 september 2007 worden vastgesteld.

Art. 3. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Energie, is belast met de tenuitvoerlegging van dit besluit.

Brussel, 21 december 2006.

De Minister-President
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Renovatiepremies en Groenvoorzieningen,

Mevr. E. HUYTEBROECK